



EVALUATION FINALE DU PROJET
« INVESTIR DANS LA JEUNESSE POUR LA
COHESION SOCIALE ET LA PAIX DURABLE AU
BURUNDI ».

Par :

Rénovate IRAMBONA

Dr. en Psychologie

« Tâchez de quitter cette terre en l'ayant rendue meilleure que vous ne l'avez trouvée (...) »

R. Baden Powell

Table des matières

Table des matières.....	ii
LISTES DES TABLEAUX ET GRAPHIQUES	iv
LISTE DES ABREVIATIONS	v
RESUME EXECUTIF	vi
I. INTRODUCTION	1
I. 1. Contexte et justification	1
I. 2. But et objectifs de l'étude	2
II. METHODOLOGIE	1
II.1. Les étapes suivies	1
II.2. Les instruments de récolte des données	3
II.3. L'échantillonnage	3
II.4. Le travail de terrain- processus de collecte d'information	4
II.5. Le dépouillement, l'analyse des données et l'interprétation des résultats	4
III. REVUE DE LITTERATURE SUR LA COHESION SOCIALE DES JEUNES	5
III.1. Elucidation des concepts clés	5
III.1. 1. Cohésion sociale	5
III.1.2. Paix durable	6
III.1.3. La jeunesse	7
III.1.4. La résolution pacifique des conflits	8
III.1.5. La gouvernance locale	8
III.1.6. La participation citoyenne	9
III.2. Problématique de la cohésion sociale des jeunes au Burundi	10
IV. RESULTATS DE L'EVALUATION	14
IV.1 Caractéristiques de l'échantillon	14
IV.2. Participation active des jeunes femmes et jeunes hommes à la prévention et à la résolution des conflits	18
IV .2.1. Les conflits prédominants dans les communautés	18
IV.2.2. Les facteurs d'amplification des conflits dans les communautés	20
IV.3. Participation des jeunes dans la gouvernance locale et dans le développement de la communauté	25
IV.3.1 Participation des jeunes dans la vie socio-économique de la communauté	25
IV.3.2. Prise en compte des besoins des jeunes dans les initiatives de paix et de développement au niveau local	33

IV.4. Participation des jeunes dans la mise en place d'un environnement électoral inclusif et exempt de violence	35
IV.4. 1. Participation des jeunes aux élections 2020.....	35
IV .4. 2. Comportement des jeunes lors de la période électoral 2020.....	36
IV.5. Commentaires sur la mise en œuvre du projet	41
IV.5.1. Caractère innovant du projet	41
IV.5.2. Pertinence, efficacité, du projet.....	42
IV.5.3. Tableau des indicateurs	44
IV.5.4. Efficience du projet	45
IV.5.5. La capacité organisationnelle et opérationnelle des partenaires ACORD et ASB	46
IV.5.6. Durabilité.....	46
IV.5.6. Les défis et les stratégies	49
V. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS	51
V.1. Conclusion.....	51
V.2. Recommandations	52
V3. Léçons apprises ?	53
Bibliographie	54

LISTES DES TABLEAUX ET GRAPHIQUES

1. Les Tableaux

Tableau 1: Tableau de recherche	2
Tableau 2: Les provinces et communes enquêtées.....	4
Tableau 3: Répartition des répondants en entretien individuel	17
Tableau 4: La nature des conflits prédominants.....	19
Tableau 5: Les facteurs d'amplification des conflits dans les communautés.....	20
Tableau 6: Répartition des répondants selon les types de conflits réglés par les jeunes	22
Tableau 7: Répartition des jeunes qui affirment avoir déjà participé dans une réunion de prise de décision au niveau communautaire	25
Tableau 8: Pourcentage des jeunes ayant déjà entendu parler des thématiques	30
Tableau 9: Les jeunes qui affirment avoir bénéficié du renforcement des capacités	32
Tableau 10: Jeunes favorables à la résolution pacifique en cas de désaccord politique.....	36
Tableau 11: La réaction des jeunes face à un discours politique de haine ou de division.....	40
Tableau 12: Pourcentage de jeunes qui affirment être capables ou non de déconstruire un discours politique de haine ou de division.....	41

2. Les Graphiques

Graphique 1: Répartition des répondants au questionnaire par sexe.....	14
Graphique 2: Répartition de l'échantillon par tranche d'âge.	15
Graphique 3: Répartition de l'échantillon par niveau de formation.	15
Graphique 4: Répartition de l'échantillon par statut matrimonial.....	16
Graphique 5: Répartition de l'échantillon par activités professionnelles.....	17

LISTE DES ABREVIATIONS

ACORD : Association de Coopération et de Recherche pour le Développement

ASB : Association des Scouts du Burundi

CDFC : Centre de Développement Familial et Communautaire

CENI : Commission Electorale Nationale Indépendante

CTAS : Conseiller Technique chargé des affaires sociales et administratives

EDS : Enquête Démographique de Santé

JJB : Jeunesse Jumelage Burundi

MIPAREC : Ministry for Peace and Reconciliation Under the Cross

ONG : Organisation Non Gouvernementale

UNFPA : United Nations Population Fund

UNESCO. United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization

VIH/SIDA : virus de l'immunodéficience humaine. / Syndrome d'Immuno Déficience Acquise

VSBG : violences sexuelles et celles basées sur le genre

PBF : Peacebuilding Fund

UNDAF : United Nations development assistance framework

OPJ : Officier de police Judiciaire

PCDC : Plan communaux de développement communautaire

CLAC : Centre de lecture et d'animation culturelle

PAIC : Plans annuels d'Investissement communaux

RESUME EXECUTIF

La présente étude est une évaluation finale du Projet « *Investir dans la jeunesse pour la cohésion Sociale et la paix durable au Burundi* ». Il a été commandité par ACORD Burundi en partenariat avec l'Association des Scouts du Burundi, sous le pilotage du Ministère ayant en charge la jeunesse. Celui-ci joue le lead des autres ministères sectoriels impliqués.

Le but de l'évaluation du projet est d'apporter des améliorations, de poursuivre ou de transposer à plus grande échelle cette initiative, d'évaluer son potentiel de réplique dans d'autres configurations ou d'envisager des alternatives.

Plus spécifiquement, l'étude devait:

- Aborder les principaux facteurs de conflits et démontrer comment les résultats de consolidation de la paix ont été atteints
- Analyser l'alignement de ce projet sur les documents nationaux de planification et celui des Nations Unies (Plan cadre des Nations pour l'Aide au Développement UNDAF 2019-2023)
- Analyser les questions transversales comme la sensibilité au genre
- Montrer dans quelle mesure ce projet PBF a apporté une contribution concrète à la réduction d'un facteur de conflit et, par conséquent, à la consolidation de la paix
- Documenter les bonnes pratiques, ainsi que les leçons apprises

Pour atteindre ces objectifs, une méthodologie adaptée a été utilisée pour s'imprégner de la documentation disponible à ce sujet, récolter les données qualitatives et quantitatives et procéder à leur dépouillement, analyse et interprétation. Les méthodes de récolte des données ont été diversifiées : le questionnaire, l'entretien et le focus-groupe.

Tous les jeunes ciblés par le projet étaient au nombre de 1080. Un échantillon représentatif de 288 sujets en a été tiré dont 50% de chaque sexe. En partant des listes préalablement constituées par ACORD, un choix aléatoire a été utilisé pour trouver les jeunes filles et jeunes garçons qui allaient participer à l'enquête.

Les zones ou communes visitées, par ordre chronologique étaient : Kayanza; Kabarore; Rango en Province Kayanza; Mugina, Rugombo, Buganda en Province Cibitoke ; Bubanza et Gihanga en province Bubanza, Nyanza Lac et Kayogoro en province Makamba, Mugongomanga, Mukike et Kanyosha en Province Bujumbura, les zones Ngagara, kamenge, Musaga, Buterere et Kanyosha en Mairie de Bujumbura.

Les données récoltées sur terrain ont été traitées de manière qualitative et quantitative : L'analyse de contenu a permis de traiter ces données de focus-groups et d'entretiens tandis que

les données récoltées par questionnaire (sur tablette et smartphone par l'application Field Task) ont été traitées statistiquement et des tableaux ont été générés directement.

Ces deux analyses qualitatives et quantitatives ont été complémentaires.

Les résultats ont été ordonnés autour de 4 thèmes :

- ✓ La participation active des jeunes femmes et jeunes hommes à la prévention et à la résolution des conflits ;
- ✓ Le droit des jeunes femmes et jeunes hommes à participer dans la gouvernance locale et dans le développement de la communauté ;
- ✓ La promotion d'un environnement électoral inclusif et exempt de violence ;
- ✓ Les commentaires sur la mise en œuvre du projet.

Concernant les caractéristiques de l'échantillon les résultats ont montré que les jeunes identifiés par le projet sont tous dans la tranche d'âge de 25 à 29 ans. La plupart ont terminé le cycle supérieur des humanités (78%). 16% ont terminé l'enseignement supérieur.

Une grande majorité des jeunes identifiés par le projet (77%) est sans emploi et 60 % sont des célibataires.

Afin d'analyser la participation active des jeunes femmes et jeunes hommes à la prévention et à la résolution des conflits, des questions concernant la nature des conflits qui prédominent dans les communautés, les causes de leur amplification ainsi que la place des jeunes hommes et des jeunes femmes dans la prévention et la résolution des conflits ont été posées. Les conflits qui ont été relevés par les enquêtés sont de différente nature.

Les 2 premiers types de conflits prédominants dans les communautés par ordre d'importance sont les conflits fonciers (79,4%), les conflits politiques (25,8%). Par rapport à la situation de base, les conflits fonciers ont un peu augmenté de 78 % à 79,4%, alors que les conflits politiques ont diminué de 49 % à 25, 8%.

Les facteurs d'amplification de ces conflits par ordre d'importance sont la pauvreté (60,1%) et la démographie galopante (24,4%). Le contexte de pauvreté est lié au chômage. Les partis politiques sont aussi cités comme facteur d'amplification des conflits mais à un moindre niveau (10%).

La participation des jeunes dans la vie socio-économique de la communauté se traduit par leur participation dans les associations de développement communautaire comme celles d'épargne et de crédit et dans les coopératives ainsi que par leur participation des jeunes dans les réunions au niveau communautaire. Elle s'analyse également par rapport aux barrières qu'ils rencontrent dans cette participation et à la part de participation des jeunes filles/femmes.

Toutes les personnes enquêtées reconnaissent que les jeunes contribuent beaucoup aux travaux de développement comme le traçage des routes, la fabrication des briques, la construction des écoles à travers les travaux communautaires. Les jeunes sont dans des coopératives de développement et dans des associations d'épargne et de crédits. 94,2% des jeunes affirment avoir déjà participé dans une réunion de prise de décision au niveau communautaire.

Concernant la participation des jeunes dans la mise en place d'un environnement électoral inclusif et exempt de violence, il ressort de plusieurs entretiens faits avec les personnes enquêtées que parmi les autorités mises en place avec les élections de 2020, il y a beaucoup de jeunes.

Les jeunes reconnaissent qu'il y a une certaine évolution positive car les violences et l'intolérance politique ont été beaucoup diminuées pendant la dernière campagne électorale. Quant aux réactions des jeunes à l'intolérance politique, la première réaction est de porter conseil à la personne qui agresse ou qui piétine les droits des autres. Une grande partie des jeunes identifiés (97,6 % contre 66% dans l'étude de base) estiment qu'ils sont capables de déconstruire un discours de haine ou de division qui serait prononcé par un politicien. Leur réaction face à un homme politique qui propagerait des enseignements de haine est de ne pas le suivre (20.3%) et de donner des conseils aux autres jeunes (37.8%) pour qu'ils sachent que tel homme politique pourrait les induire en erreur.

Quant à la mise en œuvre du projet, le projet est innovant et efficace à voir la bonne cohabitation des jeunes de différentes tendances politiques et surtout la quiétude observée dans la communauté pendant la période post-électorale.

Pour les indicateurs, les clubs de paix sont passés de 46 à 326 clubs fonctionnels dans les communautés. Le pourcentage de conflits majeurs identifiés, y compris ceux liés aux VSBG, prévenus ou résolus pacifiquement avec la participation des jeunes hommes et des jeunes femmes est passé de 20 à 93, 8%. Les jeunes hommes et de jeunes femmes qui participent activement aux instances locales de prise de décisions sont passés de 19% à 48 %. Le niveau de consultation des jeunes hommes et des jeunes femmes par les décideurs dans les initiatives de paix et de développement au niveau local est passé de 41% à 94,2%. Les jeunes hommes et jeunes femmes capables de déconstruire les discours haineux des politiques en se référant à la politique nationale sur la jeunesse, le code électoral et la Résolution 2250 sont passés de 66% à 97,6%. Enfin, les jeunes favorables à la résolution pacifique des conflits en situation de désaccord politique, en contexte électoral et au-delà sont passés de 70% à 98,3%.

Tous les indicateurs ont largement dépassé la cible attendue.

La recommandation principale adressée à tous les acteurs dans la paix durable, la cohésion sociale et la jeunesse, c'est de renforcer les acquis de cette phase du projet et de l'étendre afin de couvrir tout le territoire national.

I. INTRODUCTION

La présente étude a été commanditée par ACORD Burundi dans le cadre du Projet « *Investir dans la jeunesse pour la cohésion Sociale et la paix durable au Burundi* ». Il s'agit d'une évaluation finale de ce projet qui vise à mesurer les résultats réalisés par rapport aux prévisions ou résultats attendus.

Ce rapport relate le contexte de l'étude, la méthodologie de travail, les résultats, les recommandations et les leçons apprises. Le tableau des indicateurs montre le pas franchi, depuis le début du projet jusqu'à sa fin.

I. 1. Contexte et justification

ACORD Burundi, en partenariat avec l'Association des Scouts du Burundi et sous le pilotage du Ministère en charge de la jeunesse en tant que lead des ministères sectoriels impliqués a réalisé pendant 18 mois le projet « **Investir dans la Jeunesse pour la cohésion sociale et la paix durable au Burundi** ».

Ce projet est venu contribuer à l'appui aux mécanismes de dialogue et de concertation entre les jeunes hommes et jeunes femmes et les décideurs, le renforcement des dispositifs de prévention et de gestion pacifique des conflits, et veiller à ce que les besoins spécifiques des jeunes hommes et jeunes femmes soient pris en compte afin qu'ils participent au processus de consolidation de la paix au Burundi.

Ce projet a couvert 18 communes dans six provinces : BUJUMBURA Mairie (Buterere, Kamenge, Ngagara, Musaga et Kanyosha), KAYANZA (Kayanza, Kabarore et Rango), CIBITOKÉ (Rugombo, Buganda et Mugina), BUBANZA (Bubanza, Gihanga), BUJUMBURA Rural (Mugongomanga, Mukike, Kanyosha) et MAKAMBA (Kayogoro et Nyanza-Lac). Les activités de ce projet allaient dans le sens d'appuyer les jeunes, les décideurs locaux et les communautés ciblées par l'action pour une meilleure prévention et gestion des conflits, y compris les violences sexuelles et basées sur le genre, une plus grande participation des jeunes dans les mécanismes de gouvernance locale et la création d'un environnement pacifique et favorable encourageant les jeunes à résister à la manipulation politique, à renoncer à la violence et à s'engager dans la construction d'une société paisible au Burundi pendant la période électorale et au-delà.

Le projet avait pour but de renforcer la participation politique des jeunes hommes et des jeunes femmes dans les mécanismes de gouvernance locale, de prévention des conflits et de consolidation de la paix au Burundi et poursuivait trois objectifs spécifiques à savoir :

- Augmenter la participation active des jeunes hommes et jeunes femmes de différentes sensibilités politico ethniques à la prévention et à la résolution des conflits pour un meilleur vivre-ensemble ;

- Sensibiliser les jeunes et les décideurs locaux sur le droit des jeunes hommes et jeunes femmes à participer à la gouvernance locale et au développement de leurs communautés et à le traduire en action
- Faciliter l'engagement des jeunes hommes et jeunes femmes et les décideurs locaux dans la promotion d'un environnement électoral inclusif et exempt de violence dans les 18 communes ciblées par l'action.

I. 2. But et objectifs de l'étude

Le but de l'évaluation du projet « **Investir dans la Jeunesse pour la cohésion sociale et la paix durable au Burundi** » est de constater les réalisations, effets et impact, d'apporter des améliorations, de poursuivre ou de transposer à plus grande échelle une initiative, d'évaluer son potentiel de réplique dans d'autres configurations ou d'envisager des alternatives.

Plus spécifiquement, elle doit :

- Aborder les principaux facteurs de conflits et démontrer comment les résultats de consolidation de la paix ont été atteints
- Analyser l'alignement de ce projet sur les documents nationaux de planification et celui des Nations Unies (Plan cadre des Nations pour l'Aide au Développement UNDAF 2019-2023)
- Analyser les questions transversales comme la sensibilité au genre
- Montrer dans quelle mesure ce projet PBF a apporté une contribution concrète à la réduction des facteurs de conflit et, par conséquent, à la consolidation de la paix
- Documenter les bonnes pratiques, ainsi que les leçons apprises.

II. METHODOLOGIE

Cette étude a été effectuée sur base de revue documentaire, de focus groupes, d'entretiens individuels et de questionnaires. Il s'agit donc d'une recherche qualitative et quantitative qui établira l'impact des interventions du projet par rapport à l'état des lieux de la participation politique des jeunes dans les mécanismes de gouvernance locale, de prévention des conflits et de consolidation de la paix qui avait été dégagé par l'étude de base de ce projet.

Les étapes suivies, les méthodes utilisées pour récolter les données de terrain et l'échantillon sont présentés en détail dans les lignes qui suivent.

II.1. Les étapes suivies

Au préalable, *une revue documentaire* a été effectuée afin de comprendre le projet et le travail à faire pour l'évaluation finale du projet. Il s'agissait principalement de se réimprégner du rapport de l'étude de base et surtout du tableau des indicateurs, et d'explorer des documents écrits sur la cohésion sociale, la résolution des conflits, la part des jeunes dans le développement de la communauté, dans le processus électoral, etc.

L'élaboration des instruments de récolte des données a suivi. Comme il était prévu d'utiliser le questionnaire, le focus groupe et l'entretien, les instruments de récolte de données à savoir un guide de discussion et un guide d'entretien ont été préalablement élaborés en même temps que le questionnaire. Ces guides étaient spécifiques aux personnes ou aux groupes à rencontrer.

La formation des enquêteurs ainsi que *la pré-enquête* ont servi à la familiarisation des enquêteurs avec les outils ci-haut mentionnés. Le personnel recruté à des fins de l'enquête sur terrain a donc bénéficié d'une formation afin de conduire les travaux à bon port, puis a procédé à la pré-enquête pour s'exercer. Comme pour l'étude de base, le questionnaire et les guides avaient été préalablement traduits en Kirundi, avec l'aide des enquêteurs.

L'enquête proprement dite a concerné un échantillon déterminé à l'avance représentant en même temps les acteurs dans l'encadrement de la jeunesse mais aussi les différents groupes de jeunes.

Les questionnaires et les focus groupes ont concerné les jeunes tandis que les entretiens ont été effectués auprès des personnes clés dans le domaine de l'encadrement de la jeunesse, les représentants des associations et des organismes, les personnes qui s'occupent habituellement de résoudre les différends ou conflits au niveau communautaire. Comme dans l'étude de base, un rôle particulier a été joué par l'ASB dans la collecte des données, via ses points focaux provinciaux. Bref, les personnes rencontrées ont le même profil que celles rencontrées dans l'étude de base, pour permettre d'avoir une certaine comparabilité.

Le détail de la récolte des données est présenté dans ce tableau de recherche :

Tableau 1: Tableau de recherche

Thèmes	Source d'information	Méthodologie
<p>Thème 1 : Participation active à la prévention et à la résolution des conflits</p> <p>Thème 2 : participation des jeunes dans la gouvernance locale et dans développement de la communauté</p> <p>Thème 3 : Promotion d'un environnement électoral inclusif et exempt de violence</p>	Jeunes filles et garçons (16 par communes)	Questionnaire
	Jeunes filles et garçons (10 par communes)	Focus-group
	<ol style="list-style-type: none"> 1. Autorités administratives (CTAS) 2. Organisations civiles œuvrant pour les jeunes (centre jeunes, responsable scout et conseil national des jeunes) 3. Président des comités de ciblage ou son adjoint 4. Les représentants des partis politiques. 5. Services techniques (Education et genre) 6. les leaders communautaires 	Entretiens individuels
<p>Thème 4 : Commentaires sur la mise en œuvre du projet</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Porteurs du projet : ACORD Burundi ; ASB - Comité de ciblage dans les communes - Equipe du MJPTIC 	Entretiens individuels

Après l'enquête de terrain, les données recueillies par questionnaire, par focus groups et par des entretiens ont été dépouillées, analysées et mises en ordre afin de dégager des informations souhaitées sur le pas franchi par le projet en matière de cohésion des jeunes et paix durable au Burundi.

II.2. Les instruments de récolte des données

Au regard des objectifs de l'étude, il a été proposé la démarche méthodologique basée sur plusieurs méthodes :

- ✓ *L'analyse documentaire* a permis de récolter les données dans des écrits notamment le document du projet, le rapport de l'étude de base, etc., afin d'avoir une compréhension globale de la problématique de la cohésion des jeunes.
- ✓ *Les Focus Groupes* ont réuni chaque fois 10 jeunes dans chaque commune. Un guide de discussion a été confectionné. Un total de 18 discussions de groupes ont été organisées pour les jeunes déjà identifiés comme bénéficiaires du projet ;
- ✓ *Le questionnaire* a été adressé aux jeunes déjà identifiés comme bénéficiaires du projet.

- ✓ *Les entretiens* : Il a été adressé aux responsables administratifs et aux membres du comité de ciblage qui comprend plusieurs catégories de personnes œuvrant dans le domaine de la jeunesse. Le questionnaire et les focus-groupes ont concerné autant de jeunes hommes que de jeunes femmes.

II.3. L'échantillonnage

Les données de cette évaluation finale ont été collectées sur base d'un échantillon représentatif qui est calculé à partir des 1080 jeunes qui constituent le nombre total des bénéficiaires, selon la formule suivante :

$$n = \frac{Z^2 pqN}{\epsilon^2 N + Z^2 pq}$$

n = Echantillon ; N = Nombre total des jeunes du projet 1080

Z = 1,96 marge de signification statistique ; E = marge d'erreur : 5% ; p = valeur de l'indicateur clé ; q = 1-p

L'échantillon représentatif de cette population (1080) s'élève à 283 sujets, arrondi à 288, soit 16 jeunes par commune et une représentation égale entre les jeunes hommes (50%) et les jeunes femmes (50%). En partant des listes déjà constituées, un choix aléatoire a été utilisé pour trouver les jeunes filles et jeunes garçons qui ont participé à l'enquête. La procédure a été la même que pour l'étude de base de ce projet.

II.4. Le travail de terrain- processus de collecte d'information

L'enquête sur terrain a duré 10 jours. Une équipe de 6 enquêteurs a été affectée à cette activité. Elle a concerné 18 communes de 6 provinces suivant l'ordre chronologique indiqué dans ce tableau.

Tableau 2: Les provinces et communes enquêtées

Provinces	Communes/Zones d'enquête
Kayanza	Kayanza ; Rango et Kabarore
Cibitoke	Mugina ; Rugombo et Buganda
Bubanza	Bubanza et Gihanga
Makamba	Nyanza Lac et Kayogoro
Bujumbura	Mugongomanga et Mukike et Kanyosha
Bujumbura Mairie	Buterere; Kamenge; Ngagara ; Kanyosha,et Musaga

II.5. Le dépouillement, l'analyse des données et l'interprétation des résultats

Les données récoltées sur terrain ont été traitées de deux manières : les données des focus groupes qui avaient été enregistrées ont été retranscrites sous format électronique pour les analyser en tous leurs détails. Celles recueillies par l'entretien ont été saisies et traduites en français. L'analyse de contenu a permis de traiter ces données de focus-groups et d'entretiens.

Les questionnaires avaient été encodées dans Field task. Les enquêteurs le renseignaient directement dans leurs smartphones et tablettes, ce qui a permis de générer directement les tableaux après le travail de terrain.

Ces deux analyses qualitatives et quantitatives ont été complémentaires. Les résultats ont été ordonnés autour de 4 thèmes :

- ✓ La participation active des jeunes femmes et jeunes hommes à la prévention et à la résolution des conflits ;
- ✓ Le droit des jeunes femmes et jeunes hommes à participer dans la gouvernance locale et dans le développement de la communauté ;
- ✓ La promotion d'un environnement électoral inclusif et exempt de violence ;
- ✓ Les commentaires sur la mise en œuvre du projet.

Deux cent nonante et une personnes dont 141 hommes et 150 femmes ont participer à l'évaluation. Cette méthodologie a permis de récolter les résultats qui sont présentés dans le présent rapport.

III. REVUE DE LITTÉRATURE SUR LA COHESION SOCIALE DES JEUNES

Il est nécessaire d'élucider les concepts clés de la problématique à l'étude avant de relater la situation générale de la cohésion sociale des jeunes au Burundi.

III.1. Elucidation des concepts clés

Les concepts qui reviennent dans ce document comme la cohésion sociale, la paix durable et la consolidation de la paix, la jeunesse, la résolution pacifique des conflits, la gouvernance locale et la participation citoyenne sont définies pour en harmoniser la compréhension.

III.1. 1. Cohésion sociale

L'expression « Cohésion sociale » désigne l'état d'une société, d'un groupe ou d'une organisation où la solidarité est forte et les liens sociaux intenses¹. (Dictionnaire Larousse)

Cette expression a été utilisée pour la première fois en 1893 par le Sociologue Emile Durkheim dans son ouvrage « De la division du travail social » pour décrire le bon fonctionnement d'une société où se manifestent la solidarité entre individus et la conscience collective. La cohésion sociale favorise l'intégration des individus, leur attachement au groupe et leur participation à la vie sociale. Les membres partagent un même ensemble de valeurs et des règles de vie qui sont acceptées par chacun. L'existence des conflits sociaux ne signifie pas nécessairement l'absence de cohésion sociale.

D'autres auteurs soulignent les valeurs communes et les objectifs communs. Selon Jenson (1998) la cohésion sociale est « *un processus permanent qui consiste à établir des valeurs communes et des objectifs communs et à offrir l'égalité des chances, en se fondant sur un idéal de confiance, d'espoir et de réciprocité dans une communauté* ». Cet auteur dit encore que c'est « l'ensemble des processus sociaux qui contribuent à ce que les individus aient le sentiment d'appartenir à une même communauté et se sentent reconnus comme appartenant à cette communauté ».

Il existe d'autres définitions qui insistent sur l'intensité du lien social. La cohésion sociale est alors définie comme un processus en sciences sociales qui tend à renforcer l'intensité des relations sociales qui existent entre les membres d'une structure sociale donnée. Donc ce concept est utilisé au sens large pour signifier l'intensité du lien social, c'est-à-dire, à quel point les membres d'un groupement sont connectés entre eux. De nature subjective l'intensité de la cohésion sociale peut être évaluée par des enquêtes de satisfaction.

D'autres définitions insistent encore sur l'équité. La cohésion sociale est définie donc comme l'ensemble des processus qui contribuent à assurer à tous les individus ou groupes d'individus l'égalité des chances et des conditions, l'accès effectif aux droits fondamentaux et au bien-être

économique, social et culturel, afin de permettre à chacun de participer activement à la société et d'y être reconnu, et ce quels que soient son origine nationale ou ethnique, son appartenance culturelle, religieuse ou philosophique, son statut social, son niveau socio-économique, son âge, son orientation sexuelle, sa santé ou son handicap.

D'autres auteurs tiennent en compte et insistent sur la notion d'intégration de tout membre de la communauté, sans exclusion. La cohésion sociale serait donc la capacité de la société à assurer le bien-être de tous ses membres, incluant l'accès équitable aux ressources disponibles, le respect de la dignité dans la diversité, l'autonomie personnelle et collective et la participation responsable. Elle implique de façon générale le renforcement du lien social pour l'ensemble de la population mais aussi, plus spécifiquement, l'inclusion sociale des personnes vulnérables.

III.1.2. Paix durable

La paix désigne la concorde, la tranquillité régnant dans les rapports entre deux ou plusieurs personnes. Cette définition relève de la sphère privée des personnes. Mais le mot s'applique aussi à la sphère publique pour désigner «les rapports calmes entre concitoyens, l'absence de troubles ». Paix se dit aussi de la situation d'un pays qui n'est pas en guerre.

La paix ne signifie pas absence de conflit, mais un processus qui privilégie le dialogue constructif et inclusif aboutissant à la résolution d'un conflit entre individus à travers un comportement de compréhension mutuelle et de complémentarité des idées. Quand des conflits surviennent, en temps de paix, ils sont résolus sans usage de la force. Chez un individu, la paix est caractérisée par des sentiments de dignité, de quiétude, sans angoisse, sans intimidation et sans mauvaises idées.

Sociologiquement, la paix désigne l'entente amicale de tous les individus qui composent une ou des sociétés civiles et/ou militaires. Elle n'implique pas l'absence de conflit, mais une résolution systématiquement calme et mesurée de toute difficulté conséquente à la vie en communauté principalement par l'écoute, la compréhension, le dialogue, la négociation ou par des échanges de biens tel le commerce ou le troc.

La paix implique également le goût pour le calme, ainsi que la capacité à vivre sereinement avec l'autre : individu ou société. En cela, la paix est l'intérêt commun pour le développement qui prend ses racines dans la prospérité. Si cet intérêt n'est pas partagé c'est qu'il n'y a pas existence d'une capacité visionnaire et avant gardiste pour un développement enrichissant, quel qu'il soit : économique, innovation, culturel, durable, connaissance, sociétal. La paix n'est ni un idéal, ni une utopie. Elle est principalement une donnée sinéquanone au développement économique et tout ce qui en découle : culture, éducation, dynamisme... Elle est le cœur d'une économie. Sans paix il ne peut exister une économie prospère. En cela, nous pouvons dire que la paix est l'économie et que l'économie est la paix. Les guerres sont le dysfonctionnement même de l'économie. La source de l'économie est la prospérité. La prospérité est la source de l'économie. La guerre est le chaos qui empêche l'existence de l'économie. L'économie ne peut être définie

selon le principe du bien-être de quelques individus, mais de l'ensemble des individus et des sociétés

Consolider durablement la paix dans une zone sortant d'une période de conflit demeure un défi difficile à relever. En utilisant uniquement les mécanismes de consolidation de la paix conventionnels, il arrive souvent que la réconciliation échoue et aboutisse à des violations des droits humains encore bien pires que lors du conflit précédent (Call & Cousens, 2008).

Le réel développement d'une culture de paix est intégralement lié au fait de permettre aux communautés, à tous les niveaux, de développer leur sens du dialogue, de la négociation, du consensus et de la résolution pacifique des différends (UNESCO, 1999).

III.1.3. La jeunesse

Dans sa définition la plus simple, la jeunesse est la période de vie entre l'enfance et l'âge mûr chez l'homme. Selon les Nations Unies, les jeunes sont des personnes dont l'âge est compris entre 15 et 24 ans. Pour l'UNESCO, les jeunes constituent un groupe hétérogène en constante évolution, et l'expérience d'« être jeune » varie énormément selon les régions et au sein même des pays (www.youth.unesco.org). Le Département des Affaires Economiques et Sociales (DEAS) des Nations Unies considère les jeunes comme étant des gens qui ont jusqu'à 35 ans. Les organisations actives dans le domaine de la gouvernance démocratique définissent la jeunesse comme la catégorie de personnes âgées de 18 à 35 ans (PNUD, 2013). De même, la Charte Africaine de la Jeunesse situe la jeunesse dans la tranche d'âge de 15 à 35 ans.

Dans notre contexte, la jeunesse a été considérée comme comprise entre 18 et 29 ans.

Depuis le recensement de 2008, le Burundi enregistre une évolution démographique importante avec plus de 66% de jeunes de moins de vingt-cinq ans. Pour résoudre certains problèmes auxquels font face les jeunes, le gouvernement burundais, à travers le ministère ayant la jeunesse dans ses attributions, a mis en œuvre une politique nationale de la jeunesse (PNJ), l'accès des jeunes filles et garçons à l'emploi et à l'auto développement en constituant de principales stratégies prioritaires.

La jeunesse constitue la plus grande tranche de la population. En plus de leur poids démographique, les jeunes vivent des situations spécifiques qui limitent leur épanouissement social et économique, et qui sont aussi potentiellement génératrices de conflits graves. L'encadrement de la jeunesse s'avère donc la priorité des priorités.

En matière de politiques en faveur des jeunes, le Gouvernement a, à son actif des réalisations qui pourraient servir de relais pour la mise en œuvre de la Politique Nationale de la Jeunesse. Il s'agit notamment du Conseil Nationale de la jeunesse mais aussi des centres pour Jeunes implantés à travers tout le pays depuis 2004.

Le conseil national de la jeunesse a lancé officiellement à Bujumbura en Mars 2018 les activités des jeunes sous le thème : "La jeunesse ensemble pour la cohésion sociale, la consolidation de la paix et la promotion de l'entrepreneuriat."

III.1.4. La résolution pacifique des conflits

Commençons par donner un sens au terme « conflit ». Le conflit est un comportement caractéristique à un individu qui ne lui permet pas de prendre une décision, ou un comportement différencié des membres d'un groupe humain suite à leur divergence dans la compréhension des intérêts de chacun. Le conflit est donc l'incompréhension entre deux ou plusieurs personnes sur une chose, un fait, le sens d'un mot ou sur une façon de faire. C'est une situation durant laquelle des acteurs en interdépendance, soit poursuivent des buts différents, défendent des valeurs contradictoires, ont des intérêts divergents ou opposés, soit poursuivent simultanément et compétitivement un même but.

La résolution d'un conflit ne peut être envisagée en dehors du conflit lui-même : sa nature, ses causes, les personnes qui le vivent, le contexte dans lequel il se passe... Tout mode de résolution qui serait proposé de manière transversale, sans tenir compte des spécificités internes à la situation conflictuelle ne saurait être efficace.

La résolution pacifique des conflits, c'est un concept associé aux relations humaines, principalement lié au management et aux méthodes et outils d'aide à la prise de décision. Elle consiste dans le choix d'une solution à un affrontement et sa mise en œuvre. La résolution de conflit se distingue de la résolution des problèmes par son côté relationnel : dans un cas il s'agit de faire disparaître un différend entre personnes, dans l'autre cas il s'agit de faire disparaître une situation non désirée par une personne.

III.1.5. La gouvernance locale

La **gouvernance locale** est l'ensemble des procédures institutionnelles, des rapports de pouvoir et des modes de gestion publics ou privés formels aussi bien qu'informels qui régissent l'action politique (Hermet, 2005). « *la gouvernance fait intervenir un ensemble complexe d'acteurs et d'institutions qui n'appartiennent pas tous à la sphère du gouvernement; elle traduit une interdépendance entre les pouvoirs et les institutions associées à l'action collective* ».

L'économiste Bernard PECQUEUR, dans ses travaux sur le développement local, définit, quant à lui, la gouvernance locale comme « *un processus institutionnel et organisationnel de construction d'une mise en compatibilité des différents modes de coordination entre acteurs géographiquement proches, en vue de résoudre les problèmes productifs inédits posés aux territoires* ». Le concept de gouvernance locale apparaît alors comme une forme de régulation territoriale et d'interdépendance dynamique entre agents notamment productifs et institutions locales. Dans cette approche, le territoire contribue à réduire les coûts de transaction entre les firmes et constitue de ce fait un niveau pertinent pour coordonner les actions collectives. Au-delà de la seule efficacité comptable, est alors mis en évidence le fait que les institutions non économiques peuvent faciliter la coordination entre agents, sont donc acteurs à part entière des coordinations et décisions, des coalitions et négociations.

Il s'agit ainsi d'un ensemble de moyens par lesquels les individus et les institutions publiques et privées, gèrent leurs affaires locales. L'idée d'une gouvernance locale repose sur les capacités des communautés à maîtriser leur territoire et à gérer leurs ressources. Elle implique que les

populations ne sont pas seulement l'objet d'une décision ou d'une solution en bout de piste, mais sont partie intégrante de la décision et de la solution.

Cette dernière définition sera retenue dans le cadre de cette étude de base, car le rôle des jeunes dans la gouvernance locale sera exploré. Elle sied le plus à notre étude car elle a le mérite de mettre l'accent sur un processus plus participatif et d'entrevoir l'action locale comme étant plus proche des populations, paramètre essentiel au développement local.

III.1.6. La participation citoyenne

La participation citoyenne s'entend ici comme la participation de la population aux décisions qui les concernent. Il y a différents niveaux de participation des citoyens dans tout projet ou processus. Les acteurs sollicités ne sont pas les mêmes à toutes les étapes. Ainsi, chaque étape du développement d'un projet appelle une forme de participation appropriée pour bien prendre en compte les idées de chaque partie prenante et assurer l'efficacité du processus. Par exemple, dès le début d'un projet, les citoyens et acteurs locaux sont invités à élaborer collectivement la vision de ce projet.

Le processus participatif comporte des avantages indéniables par rapport aux processus conventionnels, gérés uniquement par des professionnels désignés. Les citoyens, qui vivent dans le milieu au quotidien, ont une perception et une connaissance différentes de celles des experts, ce qui permet d'enrichir l'analyse. Les professionnels sont appelés à compléter le savoir expérientiel des résidents. La capacité d'écoute et l'ouverture aux échanges de chacun sont des ingrédients clés pour la compréhension mutuelle des enjeux.

En intégrant les observations, les préoccupations et les aspirations des résidents dès le départ et tout au long du projet, les gestionnaires font en sorte que l'ensemble des participants trouve collectivement des réponses qui correspondent aux besoins réels de la communauté

Au-delà d'une simple étape de consultation, la participation citoyenne permet de :

- ✓ compléter les connaissances techniques des professionnels en les informant sur le vécu au quotidien;
- ✓ prioriser les besoins;
- ✓ mettre des idées originales sur la table;
- ✓ bonifier l'analyse et les propositions pour s'assurer de résultats plus conformes aux besoins réels;
- ✓ s'allier aux leaders de la communauté et permettre à des acteurs qui ne sont pas habitués à travailler ensemble de le faire;
- ✓ favoriser l'acceptabilité sociale du projet et son appropriation par la communauté;
- ✓ faire connaître les contraintes de temps, de budget, techniques, etc., des différents partenaires;
- ✓ favoriser une gouvernance démocratique et soutenir les participants dans l'exercice de leur citoyenneté;
- ✓ aux résidents d'en apprendre sur les projets de développement;
- ✓ assurer à long terme le maintien de l'esprit du projet grâce aux citoyens actifs et aux organismes locaux partenaires du projet.

Dans le contexte de cette étude, nous parlons de cette participation citoyenne qui a pour but de permettre aux jeunes de s'impliquer dans les projets qui les touchent que ce soit dans leur quartier, dans leur commune, dans leur région ou dans leur pays. Dans cette définition, l'aspect qui ressort est que le citoyen a la possibilité de peser sur les politiques qui le concernent, et ce de différentes manières. Il peut exprimer des souhaits, des besoins ou des revendications, participer à un diagnostic, débattre des enjeux et des objectifs de développement, rechercher des solutions, faire des propositions, donner un avis sur les décisions à prendre ou participer à la décision, participer à la mise en œuvre d'un projet.

III.2. Problématique de la cohésion sociale des jeunes au Burundi

Depuis son indépendance, le Burundi a connu plusieurs crises socio-politico-ethniques. Ces crises ont gravement porté préjudice à la cohésion sociale. Elles ont aussi gravement compromis le développement économique et social du pays.

Le Burundi fait toujours face à de nombreux défis pour parvenir à réduire la pauvreté : faiblesse de l'économie rurale, difficile accès à la terre, taux de chômage élevé et en constante croissance, forte dépendance vis-à-vis de l'aide au développement, politique économique qui ne permet pas de répartir équitablement les ressources, graves tensions sociales, vulnérabilité aux chocs environnementaux et au changement climatique, forte croissance démographique avec un taux fécondité de 5,7 enfants par femme en 2016 (EDS 2016), absence d'une politique claire de planification familiale, et discours haineux de certains politiciens instrumentalisant les populations les plus marginalisées, en particulier des jeunes et des femmes. L'instrumentalisation des jeunes constitue en particulier un problème épineux, car dans ce contexte, le pays risque de replonger dans les affres de la violence. Cette longue dynamique de crises et de conflits a créé au Burundi des ghettos identitaires fondés sur l'appartenance ethnique et l'affiliation politique, créant au sein des communautés une situation d'incertitude et de psychose généralisée. La sécurité communautaire devient alors un enjeu majeur pour la nation, intrinsèquement liée à la stabilité politique. Au niveau communautaire, les communautés disposent de faibles capacités de résilience aux conflits politiques. Les jeunes sont particulièrement vulnérables, les désaccords politiques des dernières années ayant été marqués par un fort activisme de la jeunesse. Souvent manipulés par les partis politiques, les jeunes furent à la fois acteurs et victimes de violences, y compris de violences sexuelles et de violences basées sur le genre. Aussi, les femmes et les filles sont disproportionnellement affectées par la violence et les conflits, la pauvreté et les violations de leurs droits au Burundi. Elles sont dans le pays de plus en plus les victimes de violences basées sur le genre, et sont trop souvent instrumentalisées dans les actes de violences, notamment policières et des militants lors des crises politiques. (Cfr Document du projet).

Un climat de méfiance s'est donc installé entre les jeunes hommes et jeunes femmes de différentes sensibilités politiques, entraînant des heurts entre eux et des destructions des biens. Ce phénomène a été observé à plusieurs reprises pendant les moments décisifs de gouvernance du pays, notamment lors des compétitions électorales et durant les crises politiques au haut

niveau. Plusieurs facteurs concourent à cette faiblesse : les jeunes hommes et les jeunes femmes sont fortement exposés à l'instrumentalisation et à la manipulation politique orchestrées par les chefs de file politiques en raison (i) de leur ignorance des droits humains, y compris de leurs propres droits et obligations, (ii) de l'idéologie divisionniste ancré dans l'esprit de certains hommes politiques, (iii) de leur manque de participation dans toute forme de gouvernance, et de (iv) leur précarité économique.

En effet, (i) les jeunes hommes et les jeunes femmes ignorent souvent les droits humains, y compris leurs propres droits et obligations. Alors qu'ils violent les droits de leurs concitoyens, ils prétendent défendre les leurs. En suivant les mots d'ordre lancés par leurs chefs de file politiques, ils se retrouvent ainsi en conflit avec la loi, devenant par-là acteurs et victimes des violences. (ii) Par ailleurs, l'idéologie divisionniste, héritage de la colonisation, s'est amplifiée pendant la période d'indépendance, causant des cycles de violences que les Accords de paix et de réconciliation d'Arusha ont tenté de résoudre. Cependant, ce mal n'est pas encore complètement éradiqué, certains hommes politiques l'utilisant pour manipuler et instrumentaliser la jeunesse. Les jeunes sont ainsi maintenus et enfermés dans leurs ghettos identitaires respectifs, les empêchant d'être solidaires devant leurs besoins pourtant communs. (iii) En outre, les jeunes, et particulièrement les jeunes femmes, sont fortement ignorés par les mécanismes de gouvernance et de prise de décision, renforçant leur perception d'être écartés de la vie citoyenne. (iv) Enfin, les jeunes hommes et les jeunes femmes sont particulièrement touchés par un chômage toujours grandissant, à tel point que ceux-ci sont désespérés face à l'absence d'avenir et facilement manipulables.

Cependant, s'ils sont bien encadrés et accompagnés, les jeunes hommes et les jeunes femmes burundais peuvent agir contre les causes profondes des conflits et au sein de mécanismes de prévention de ces derniers. En effet, les jeunes disposent d'un fort potentiel et d'un grand intérêt pour analyser, prévenir et régler les conflits émergeant au sein de leurs communautés de manière pacifique et concertée. Ils sont particulièrement actifs au sein de différents mouvements associatifs au Burundi, luttant entre autres contre l'insécurité économique, alimentaire, sanitaire, sociale, environnementale, communautaire et politique, témoignant de leur détermination à être des acteurs à part entière de la société civile engagés auprès de leurs communautés. Les jeunes démontrent en ce sens une réelle volonté de participer dans la société, et ce notamment au travers de programmes de maintien et de consolidation de la paix, afin de gagner en sécurité et en stabilité. Alors que les jeunes souhaitent s'affirmer comme agents de changement face aux clivages politico-ethniques passés, il est essentiel de les accompagner en ce sens afin qu'ils tirent les leçons de leurs expériences passées, et qu'ils deviennent des artisans de paix.

Différentes expériences passées témoignent de cette volonté de changement chez les jeunes. Au travers de différents mouvements associatifs au Burundi, les jeunes hommes et les jeunes femmes ont ainsi utilisé à plusieurs reprises et de manière efficace des activités culturelles et sportives et offert des cadres d'échanges, leur permettant de sensibiliser leurs communautés et de

partager leurs expériences sur différentes thématiques, telles que la paix et la cohésion sociale, ou la santé sexuelle et reproductive et le VIH/SIDA. Les jeunes femmes sont également particulièrement actives au sein de différents mouvements associatifs féminins au Burundi. Les femmes sont en effet perçues comme d'importants vecteurs de paix au sein de leurs communautés, et plus largement de la société. La communauté internationale a ainsi largement reconnu que leur participation était indispensable à l'établissement et au maintien de la paix, celles-ci étant des agents de changement avérés. Or, alors qu'elles sont plus majoritairement victimes de violences en temps de conflit, les femmes sont souvent tenues à l'écart des négociations de paix et exclues des processus de reconstruction. Aussi, l'engagement des jeunes femmes burundaises au sein de ces mouvements leur permet d'aiguiser leur leadership et de mieux défendre leurs droits. Les mouvements associatifs féminins offrent donc un cadre à exploiter pour inciter les jeunes femmes (et les jeunes hommes) à devenir des artisans de la paix engagés.

Il s'agit en ce sens de donner aux jeunes hommes et aux jeunes femmes les moyens de faire face aux conditions systémiques qui engendrent la violence et de leur offrir la possibilité d'exercer une influence positive sur la société en donnant une plus grande résonance à leurs voix et en renforçant leur résilience. En intégrant des jeunes qui ont été impliqués dans des actes de violence ou qui en ont subi les effets dans des initiatives communautaires qui les aident à se reconstruire, ceux-ci peuvent être plus à même d'analyser les questions sociales qui les concernent et devenir des moteurs de changement. Le principal défi relève de leurs capacités organisationnelles, pour qu'ils puissent pleinement influencer, initier et prendre part aux mécanismes de prévention et de règlement pacifique des conflits, mais aussi de gouvernance locale et de développement communautaire.

Alors que beaucoup d'efforts sont actuellement tournés vers le renforcement des initiatives visant la formation et l'emploi des jeunes hommes et des jeunes femmes, les questions de participation des jeunes à la prévention et à la résolution des conflits et au sein des mécanismes de gouvernance locale restent encore trop ignorées bien que partie intégrante des leviers de paix au Burundi.

Au cours de ces différentes crises, les jeunes ont constitué les principaux acteurs, autant en ce qui concerne les auteurs (au moins physiques) des crimes qui se commettaient, qu'en ce qui touche à ceux qui en ont été victimes. Plusieurs y ont laissé la vie. D'autres sont aujourd'hui confrontés à des incertitudes au vu des souffrances qu'ils ont subies ou qu'ils ont fait/font subir aux autres et qu'ils ont des difficultés à maîtriser pour rebondir dans leur vie. Dès lors, il est important de développer des mécanismes de dialogue et de concertation entre les groupes de jeunes hommes et de jeunes femmes et les décideurs et le renforcement des dispositifs de prévention et de gestion pacifique des conflits pour contribuer au processus de consolidation de la paix au Burundi.

Etant donné que les jeunes de moins de 25 ans constituent plus de la moitié de la population burundaise et partant une force vive de la nation, il est dès lors pertinent de prendre en compte leurs points de vue, contributions et doléances en rapport avec les aspects de développement, de cohésion sociale et de paix.

IV. RESULTATS DE L'EVALUATION

Les résultats de cette étude sont présentés sous les principaux thèmes suivants :

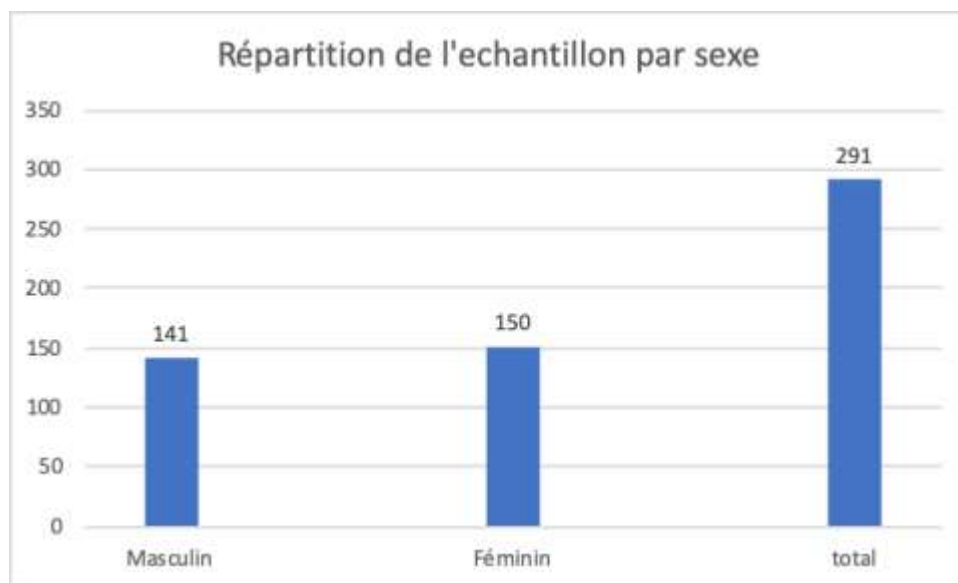
- ✓ Participation active des jeunes femmes et jeunes hommes à la prévention et à la résolution des conflits ;
- ✓ Participation des jeunes hommes et des jeunes femmes dans la gouvernance locale et le développement de la communauté ;
- ✓ Promotion d'un environnement électoral inclusif et exempt de violence ;
- ✓ Commentaires sur la mise en œuvre du projet.

Avant d'aborder les différents thèmes, il est important de présenter les caractéristiques de l'échantillon.

IV.1 Caractéristiques de l'échantillon

Les variables suivantes ont permis de décrire l'échantillon : l'âge, le sexe, niveau d'étude, activités professionnelles et état matrimonial. La répartition des personnes clés rencontrées en entretien individuel est également présentée.

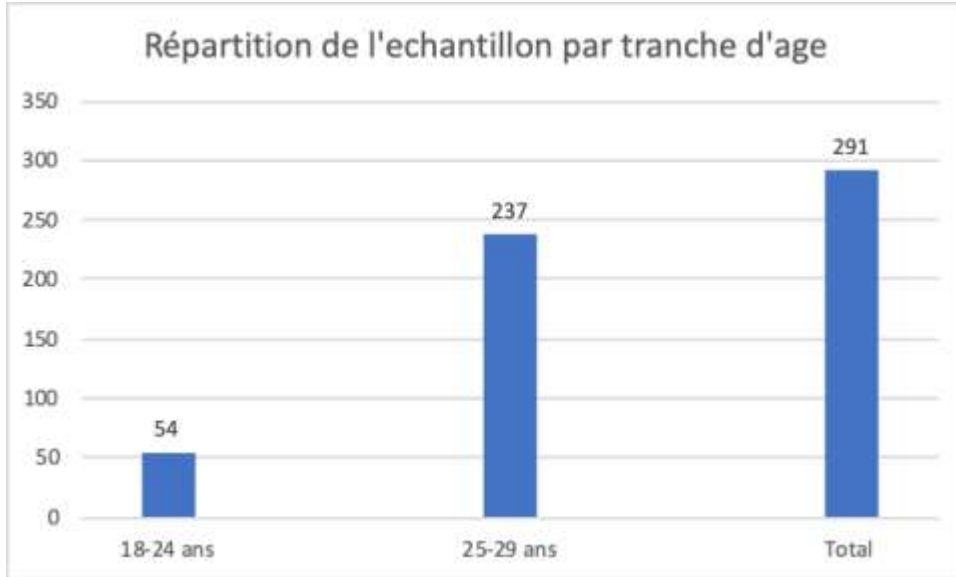
Graphique 1: Répartition des répondants au questionnaire par sexe.



Au moment de l'invitation des jeunes femmes et jeunes hommes pour participer dans la collecte des données pour cette évaluation finale, la parité homme/femme avait été respectée. Cependant, il a été observé une légère différence entre les jeunes invités et ceux qui ont effectivement répondu au questionnaire. Les jeunes femmes ont représenté 52% contre 48% pour les jeunes hommes. L'idée d'une représentation équitable entre les jeunes hommes et les jeunes femmes n'a

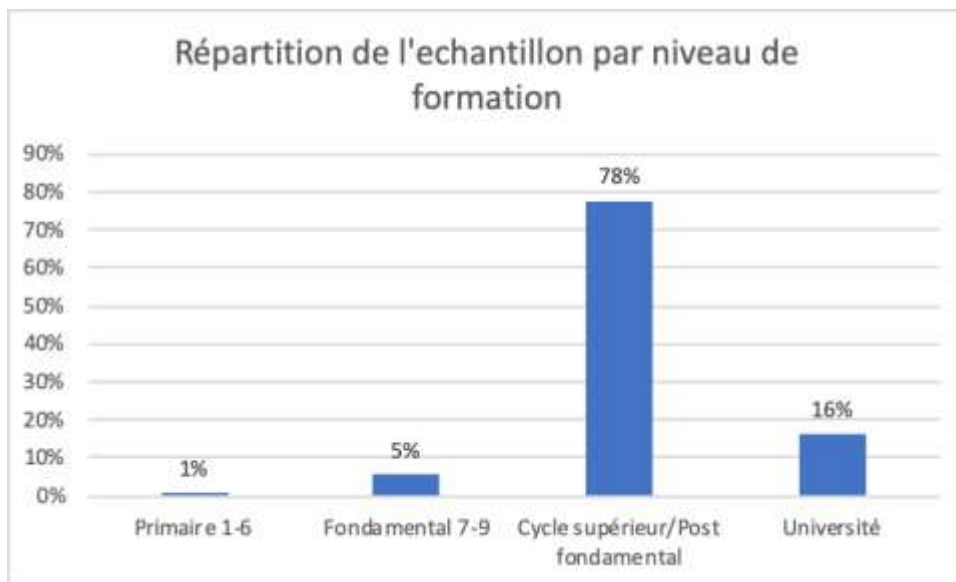
pas été compromise étant donné que la différence constatée n'est pas significative par rapport aux données collectées.

Graphique 2: Répartition de l'échantillon par tranche d'âge.



Le graphique 2 montre que les jeunes enquêtés sont répartis dans deux tranches d'âge : La tranche de 25 à 29 ans est la plus représentative avec 81% soit 237 jeunes et celle de 18 à 24 ans qui représente 19% soit 54 jeunes. Ceci montre que le comité de ciblage a suivi scrupuleusement les consignes du projet en enrôlant des jeunes de 18 ans à 29 ans.

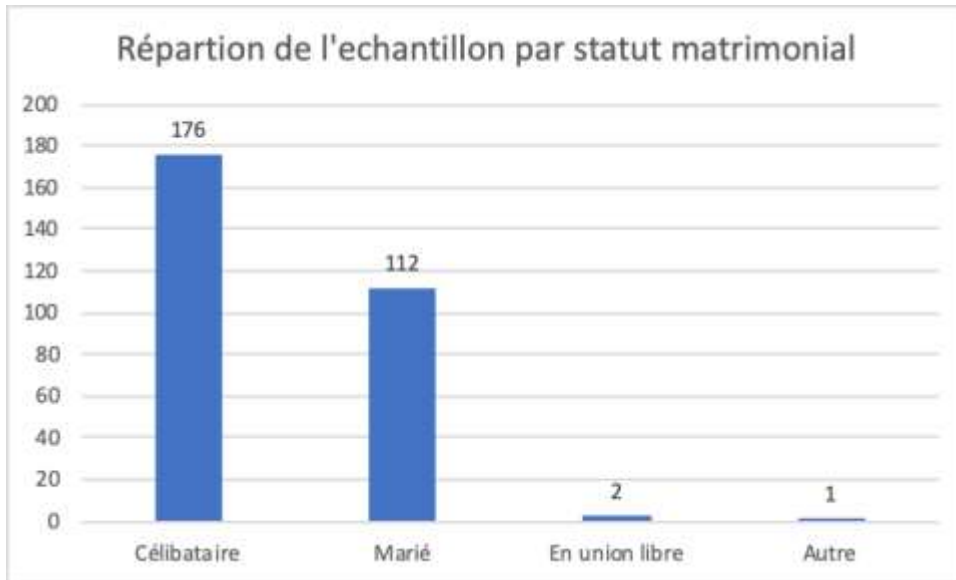
Graphique 3: Répartition de l'échantillon par niveau de formation.



La majorité des jeunes identifiées se trouvent dans la catégorie de ceux qui ont terminé le cycle supérieur ou post fondamental (78%), suivi par ceux qui ont terminé l'université (16%) ;

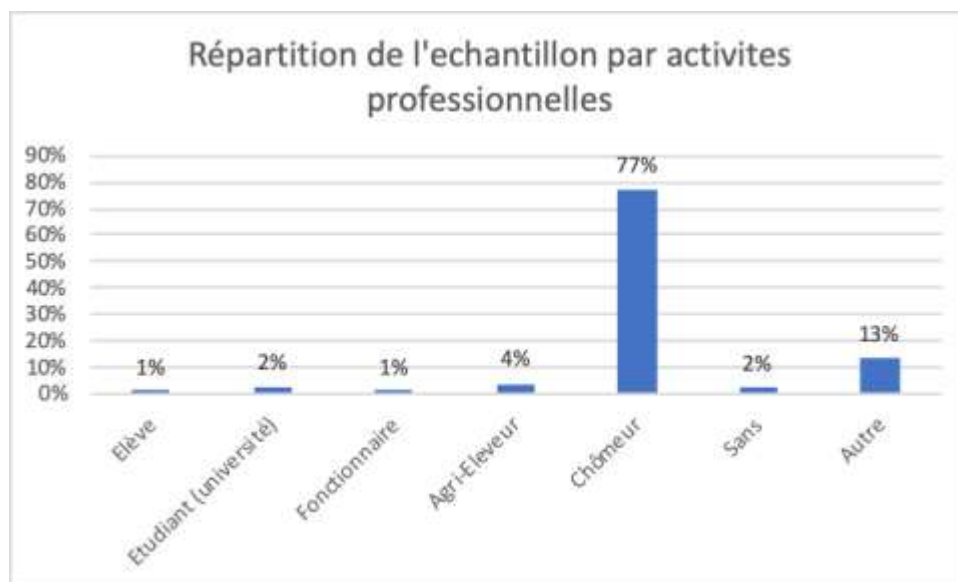
viennent ensuite les jeunes qui ont terminé le cycle inférieur (5%) et ceux qui ont le niveau primaire (1%).

Graphique 4: Répartition de l'échantillon par statut matrimonial.



60% des bénéficiaires (176) enquêtés sont des célibataires contre 112 bénéficiaires (38%) qui sont mariés. 2 bénéficiaires étaient en union libre et 1 bénéficiaires était divorcé. Avoir l'âge et les activités professionnelles des bénéficiaires qui ont été identifiés par le projet, il est clair que le projet cadre bien avec la réalité de terrain. Il est tout à fait normal d'avoir un taux très élevé (76%) des jeunes enquêtés qui sont des célibataires. En faisant un lien avec le tableau qui montre les activités professionnelles et celui de la tranche d'âge (81% des jeunes du projet ont entre 25 et 29 ans), on constate que presque 90% des jeunes du projet ne travaillent pas. Il est presque automatiquement normal que 76% de ces jeunes soient célibataires, puisqu'ils ne disposent pas de moyen pour fonder et entretenir un ménage. Il faut se rendre compte que cette situation prédispose aussi les jeunes à la manipulation des politiciens qui pourraient profiter de cette vulnérabilité et amener les jeunes dans la violence en leur promettant de résoudre leurs problèmes à condition qu'ils acceptent les sollicitations et conditions posées.

Graphique 5: Répartition de l'échantillon par activités professionnelles.



Une grande majorité des jeunes identifiés par le projet est sans emploi (77%). Ils sont suivis par les agri-éleveurs qui représentent 4%, les étudiants (2%), les élèves représentent 1%. Dans la catégorie « autres » il y a ceux qui font le commerce et d'autres petits métiers (13%)

En ciblant des jeunes sans emploi en grande partie, le projet avait effectivement une grande chance de contribuer à la consolidation de la paix puisque ces jeunes sans emploi sont les plus exposés à la manipulation politique. S'ils sont avertis et qu'ils participent avec les autres jeunes dans les mécanismes de gouvernance locale et la consolidation de la paix, il serait très difficile de les entraîner dans des actes de violence ou de perturbation de la paix.

Tableau 3: Répartition des répondants en entretien individuel

Représentant comité de ciblage	Représentant de la société civile	Représentant parti politique	CT AS	CD FC	Responsable centres jeunes	Leader communautaire	Educateur	Conseil national des jeunes	Gestionnaire du projet ACORD Burund, ASB et MJPTIC
33	14	14	14	12	9	9	8	6	3

Les entretiens individuels ont touché toutes les personnes qui avaient été prévues. Le comité de ciblage a été plus représenté, 33 membres du comité de ciblage ayant participé à l'entretien individuel dans les communes visitées. Aucune raison particulière ne motive ce grand nombre, seulement les membres du comité de ciblage qui étaient sur place ont souhaité s'exprimer sur les

réalisations du projet, ce qui pouvait augmenter les chances de récolter le maximum de données qualitatives.

Aucune raison particulière ne motive ce grand nombre, seulement les membres du comité de ciblage qui étaient sur place ont souhaité s'exprimer sur les réalisations du projet, ce qui pouvait augmenter les chances de récolter le maximum de données qualitatives.

Il faut ajouter que nous avons aussi rencontré le coordinateur du projet chez l'Association des Scouts du Burundi, le chargé de ce projet chez ACORD et un membre de l'équipe de pilotage du projet au MJPTIC.

Après cette répartition qui décrit les jeunes et les représentants des différentes catégories concernées par l'évaluation, les différents thèmes et sous-thèmes sont présentés avec des chiffres et des graphiques à l'appui. Les données qualitatives complètent et explicitent celles quantitatives.

IV.2. Participation active des jeunes femmes et jeunes hommes à la prévention et à la résolution des conflits

Ce thème explore la nature des conflits qui prédominent dans les communautés, les causes de leur amplification ainsi que la place des jeunes hommes et des jeunes femmes dans la prévention et la résolution des conflits.

IV .2.1. Les conflits prédominants dans les communautés

Les conflits qui ont été relevés par les enquêtés sont de différente nature. Les principaux sont inventoriés dans le tableau qui suit :

Tableau 4: La nature des conflits prédominants

		Sexe				Tranche d'âge				Total	
		Masculin		Féminin		18-24 ans		25-29 ans			
		Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Foncier	Non	29	20.6 %	31	20.7 %	16	29.6 %	44	18.6 %	60	20.6%
	Oui	112	79.4 %	119	79.3 %	38	70.4 %	193	81.4 %	231	79.4%
Politique	Non	100	70.9 %	116	77.3 %	42	77.8 %	174	73.4 %	216	74.2%
	Oui	41	29.1 %	34	22.7 %	12	22.2 %	63	26.6 %	75	25.8%
Ethnique	Non	140	99.3 %	147	98.0 %	53	98.1 %	234	98.7 %	287	98.6%
	Oui	1	.7%	3	2.0%	1	1.9%	3	1.3%	4	1.4%
Religieux	Non	134	95.0 %	143	95.3 %	53	98.1 %	224	94.5 %	277	95.2%
	Oui	7	5.0%	7	4.7%	1	1.9%	13	5.5%	14	4.8%
VSBG	Non	127	90.1 %	140	93.3 %	50	92.6 %	217	91.6 %	267	91.8%
	Oui	14	9.9%	10	6.7%	4	7.4%	20	8.4%	24	8.2%
Autre	Non	48	34.0 %	57	38.0 %	26	48.1 %	79	33.3 %	105	36.1%
	Oui	93	66.0 %	93	62.0 %	28	51.9 %	158	66.7 %	186	63.9%

Les conflits fréquents dans la communauté et partout signalés en première position par les enquêtés sont les conflits fonciers. Ces conflits opposent les voisins et comprennent aussi bien l'occupation ou la vente illégale des terres que les dépassements et enlèvements des bornes. Dans les régions à rapatriement intense, ils opposent les résidents et les rapatriés. A ces conflits s'ajoutent les conflits liés aux violences basées sur le genre notamment les conflits successoraux,

les conflits liés à la gestion des biens familiaux, les conflits liés aux grossesses non désirées, les mariages précoces et autres.

D'autres conflits signalés par les personnes rencontrées, y compris dans les entretiens individuels, sont les violences entre membres des partis politiques pendant la période électorale et surtout avant le projet de ACORD et ASB ; les conflits liés au leadership dans les églises ; les conflits liés aux dettes, les conflits liés à la sorcellerie, les conflits liés à la réglementation de l'implantation des églises, les conflits entre éleveurs et agriculteurs, abus de confiance.

Dans les centres urbains, il est signalé des conflits liés à la gestion des ordures et des eaux de pluie ou usées en provenance des parcelles et qui menacent des parcelles voisines, les conflits entre locataire et propriétaires des maisons louées, les conflits entre employés domestiques et leurs patrons.

Par rapport au genre, on constate que les jeunes femmes et les jeunes garçons font pratiquement une même lecture de la nature des conflits prédominants dans la communauté y compris les VBG, même si pour ces dernières les jeunes hommes sont légèrement supérieurs (les jeunes hommes (9.9%) ont été légèrement supérieur aux jeunes femmes (6.7%) qui ont cité ce genre de conflits. Par contre, il s'observe une différence entre les jeunes de 18-24 ans (70.4%) et ceux de 25-29 ans (81.4%) sur l'appréciation de la présence de conflits fonciers. Les jeunes de 25-29 ans seraient plus informés sur ce genre de conflit du fait qu'ils sont dans la tranche d'âge qui aspire à sa propre propriété.

IV.2.2. Les facteurs d'amplification des conflits dans les communautés

Les facteurs d'amplification ne sont pas les causes, mais le terrain favorable aux conflits. Ils sont inventoriés de façon non exhaustive dans le tableau suivant :

Tableau 5: Les facteurs d'amplification des conflits dans les communautés

		Sexe				Tranche d'âge				Total	
		Masculin		Féminin		18-24 ans		25-29 ans			
la démographie galopante	Non	107	75.9%	113	75.3%	43	79.6%	177	74.7%	220	75.6%
	Oui	34	24.1%	37	24.7%	11	20.4%	60	25.3%	71	24.4%
les périodes électorales	Non	126	89.4%	137	91.3%	49	90.7%	214	90.3%	263	90.4%
	Oui	15	10.6%	13	8.7%	5	9.3%	23	9.7%	28	9.6%
manque de médiateur	Non	139	98.6%	148	98.7%	52	96.3%	235	99.2%	287	98.6%
	Oui	2	1.4%	2	1.3%	2	3.7%	2	.8%	4	1.4%
stigmatisation	Non	141	100.0%	148	98.7%	54	100.0%	235	99.2%	289	99.3%

		Sexe				Tranche d'âge				Total	
		Masculin		Féminin		18-24 ans		25-29 ans			
	Oui	0	0.0%	2	1.3%	0	0.0%	2	.8%	2	.7%
Pauvreté	Non	48	34.0%	68	45.3%	24	44.4%	92	38.8%	116	39.9%
	Oui	93	66.0%	82	54.7%	30	55.6%	145	61.2%	175	60.1%
Partis politiques	Non	127	90.1%	135	90.0%	49	90.7%	213	89.9%	262	90.0%
	Oui	14	9.9%	15	10.0%	5	9.3%	24	10.1%	29	10.0%
Ignorance	Non	113	80.1%	130	86.7%	48	88.9%	195	82.3%	243	83.5%
	Oui	28	19.9%	20	13.3%	6	11.1%	42	17.7%	48	16.5%
Succession	Non	122	86.5%	131	87.3%	46	85.2%	207	87.3%	253	86.9%
	Oui	19	13.5%	19	12.7%	8	14.8%	30	12.7%	38	13.1%
Autres	Non	83	58.9%	85	56.7%	36	66.7%	132	55.7%	168	57.7%
	Oui	58	41.1%	65	43.3%	18	33.3%	105	44.3%	123	42.3%

Dans la communauté, les facteurs qui amplifient souvent les conflits sont nombreux. Parfois les personnes rencontrées identifient ces facteurs selon la nature du conflit considéré. Les conflits fonciers sont amplifiés par la démographie, l'exiguïté des terres, la pauvreté dans les familles, le rapatriement, la faiblesse de la justice de proximité, etc. Les conflits liés aux VBG sont amplifiés par l'instinct sexuel, l'ignorance de la loi, la culture burundaise par rapport à l'égalité des sexes, la dépravation des valeurs humaines, la consommation des stupéfiants et des boissons prohibées, l'augmentation du revenu familial, le non enregistrement des nouveaux nés à l'Etat civil, absence de dialogue dans les ménages, les unions de fait.

Pour les conflits liés aux violences politiques, les facteurs amplifiants signalés sont la jalousie, l'usage de la force, l'intolérance politique, l'égoïsme, la discrimination, ignorance des limites de sa liberté, le favoritisme, la diversité des opinions politiques, le jeu d'intérêts politiques, la fraude à la loi, l'impunité et la violation de la loi, la communication violente, la méfiance, absence de dialogue sociale, indifférence des autorités ou membre de la communauté face à un conflit né, la guerre, absence de leadership dans les partis politiques, la turbulence des jeunes, la boulimie du pouvoir politique, absence de sensibilisation sur les méfaits des conflits, la non-participation dans des réunions

Sans pour autant dire que ces facteurs amplificateurs des trois types de conflits ci haut signalés sont sans influence sur l'amplification des autres formes de conflits, plusieurs autres facteurs amplificateurs des conflits ont été signalés par nos enquêtés. C'est notamment la corruption, la justice partisane, l'absence ou faiblesse de justice de proximité, l'ivresse, le chômage, le stress,

les migrations internes, la famine, la maltraitance des domestiques, la violation des mesures administratives, l'ignorance des conséquences des conflits dans la communauté, la partialité des médiateurs, la justice populaire, insuffisance des pâturages, etc.

On n'observe aucune différence significative entre les jeunes hommes et les jeunes femmes sur les réponses relatives aux facteurs d'amplification des conflits dans la communauté. Il en est de même pour les tranches d'âge.

IV .2.3. La participation des jeunes dans la prévention et résolution des conflits

Ce point explore l'appréciation de la participation des jeunes dans la prévention et la résolution des conflits

Tableau 6: Répartition des répondants selon les types de conflits réglés par les jeunes

		Sexe				Tranche d'âge				Total	
		Masculin		Féminin		18-24 ans		25-29 ans			
VSBG	Non	136	96.5%	145	96.7%	54	100.0%	227	95.8%	281	96.6%
	Oui	5	3.5%	5	3.3%	0	0.0%	10	4.2%	10	3.4%
Foncier	Non	106	75.2%	119	79.3%	40	74.1%	185	78.1%	225	77.3%
	Oui	35	24.8%	31	20.7%	14	25.9%	52	21.9%	66	22.7%
Politique	Non	113	80.1%	134	89.3%	46	85.2%	201	84.8%	247	84.9%
	Oui	28	19.9%	16	10.7%	8	14.8%	36	15.2%	44	15.1%
Familial/social	Non	73	51.8%	76	50.7%	32	59.3%	117	49.4%	149	51.2%
	Oui	68	48.2%	74	49.3%	22	40.7%	120	50.6%	142	48.8%
Autres	Non	101	71.6%	111	74.0%	44	81.5%	168	70.9%	212	72.9%
	Oui	40	28.4%	39	26.0%	10	18.5%	69	29.1%	79	27.1%

La participation des jeunes dans la prévention et la résolution des conflits dans la communauté est grande, selon les propos de plusieurs personnes enquêtées. Selon les propos du responsable du Centre des jeunes en communes RANGO,

« Uruhara bararufise cane (urwaruka). Iyo banyituye ndabumviriza kandi nkabumvikanisha bagasubiza hamwe. Mpora mbona bamwe munrwaruka bumvikanisha abatase bakoresheje amajambo yerekana ko baronse inyigisho zo gukinga no gutatura amatati bidaciye mu nguvu. Barereka umwe wese mu batase inkurikizi zimubako babanje kubumviriza.

Ce qui signifie :

« Les jeunes jouent un rôle important. Lorsque les parties en conflit se confient à moi, j'assure la médiation et elles se réconcilient. Je vois souvent d'autres jeunes en train de faire la médiation à l'aide des mots qui montrent qu'ils ont été formés sur des techniques de résolution pacifique des conflits. Après une écoute active, ils font comprendre aux parties en conflit les conséquences de ce conflit sur les parties et dans la communauté ».

De son côté, le CTAS de la commune KANYOSHA en province de BUJUMBURA Rural explique cette place en ces termes :

« Ego urwaruka rurafise ikibanza mu guhanura no mu gutatura amatati duhereye munzego ziruserukira. Ngaha hariho inama y'urwaruka rwa komine, turafise centre jeunes, amakomite y'amashirahamwe y'urwaruka ku mitumba. Aba bose baragerageza kwumvikanisha mu matati yadutse hagati y'urwaruka »

Ce qui signifie :

« Oui, ils ont une place dans la résolution des conflits et agissent dans le cadre des institutions dans lesquelles ils sont représentés. Ici il y a un conseil national des jeunes au niveau de la commune, un centre des jeunes, des comités collinaires des associations des jeunes. Tous ces organes essaient de résoudre pacifiquement les conflits entre les jeunes », propos du CTAS commune de KANYOSHA en province de BUJUMBURA Rural

Selon les personnes rencontrées, la place des jeunes dans la prévention et la résolution des conflits dans la communauté est d'autant plus importante que la jeunesse est souvent manipulée par les gens qui veulent semer le trouble. Elle est souvent à l'origine des conflits notamment politiques et ils ont un grand rôle pour les prévenir ou les résoudre à travers les structures de représentation de la jeunesse comme les centres des jeunes, le conseil national des jeunes, les coopératives des jeunes au niveau collinaire, ainsi que les clubs de paix. Selon certains enquêtés, les jeunes sont beaucoup plus à l'aise à résoudre les conflits opposant des jeunes entre eux. Par ailleurs, l'étude a noté que les jeunes font partie des autorités élues dans plusieurs communes d'intervention du projet ce qui accroît le taux de participation des jeunes dans la prévention et la résolution des conflits.

Muri kahise komine kanyosha vyari bimeze nabi, ariko uwu mugambi umaze kuza vyarahindutse kubwanje nobiha nka 70 kwijana ariko agahaze ko ntikakibuze. Muraya matora duheretsemwo harabaye imishamirano nko ku mutumba wa rukuba harabaye ikibazo aho hariho umwigisha yitwa ko ari mu mugambwe kanaka yashoboye guhohotegwa biravugwa munsamirizi ariko ku ruhara gw'ugwaruka twarabaye hamwe turagerageza kugera aho hantu naho harimwo ivyari biturengeye twaragerageje kuyaga hagati y'ugwaruka turayaga haraba ituze nabashaka kwitwara kubwico kiyago haciye habaho ukwihanganiranira kubashoboye kuduha umwanya wukuyaga. Uwu muni nagahengwe hariho nabari bahunze barahungutse uyu muni turiko dusangira akabisi nagahiye.

Dans le passé, la commune KANYOSHA était le siège des conflits répétitives. Mais avec ce projet cette situation a changé à 70% je dirais. Mais quelque chose reste à faire. Dans la campagne électorale passé, il y eut des conflits sur la colline Rukuba où un enseignant a subi des violences et cela a été médiatisé. Mais nous les jeunes nous avons essayé de travailler ensemble, d'arriver sur les lieux même si la situation nous dépassait et nous avons ramené le calme. Certains voulaient porter plainte mais nous avons pu régler la situation à notre niveau. Jusque-là on est dans le calme. Il y a même des réfugiés qui sont revenus et nous vivons en paix tous ensemble.

Propos d'un jeune de la commune Kanyosha en province BUJUMBURA

Cependant, Il faut constater que les jeunes ne se sont pas suffisamment impliqués dans la résolution des conflits, sauf dans les conflits familiaux ou les résultats montrent un score élevé de 48.2% pour les jeunes hommes et de 49.3% pour les jeunes femmes. Même si la différence entre les deux sexes n'est pas significative, il vaut la peine de signaler que c'est seulement à ce niveau que le taux de jeunes femmes est supérieur à celui des jeunes hommes. Ceci signifierait que les jeunes femmes s'impliquent plus dans le domaine social au détriment d'autres domaines de la vie socioéconomique. On constate par exemple que les jeunes femmes enregistrent un taux de 10.7% dans la prévention et la résolution des conflits politiques contre 19.9% pour les jeunes hommes. ,

Par rapport à la tranche d'âge, on constate que les jeunes de 25-29 ans sont partout plus impliqués dans la prévention et la résolution des conflits, avec une absence totale des jeunes de 18-24 ans (0%) dans les conflits liés aux VBG contre 4.2% pour les jeunes de 25-29 ans. On peut présumer que les jeunes de 18-24 ans seraient écartés dans ce genre de conflit par sa nature souvent tabou et qui utilise des codes qui ne seraient pas accessibles aux jeunes de cette tranche d'âge. En plus, les adultes pourraient manifester un manque de confiance à cette catégorie de jeunes qui seraient considérés comme étant encore des enfants face à des situations qui supposent une certaine expérience de la vie pour prétendre y trouver des solutions.

Les autres participants dans la prévention et la résolution des conflits qui sont signalés par les enquêtés sont les autorités administratives collinaires et communales, les dirigeants des partis politiques, les membres du forum des femmes, les membres du conseil national des jeunes, les leaders traditionnels-Bashingantahe, les OPJ, les juges des tribunaux de résidence, les membres

des comités mixtes de sécurité dont la majorité sont par ailleurs des jeunes, le conseil de famille, les membres des confessions religieuses, les agents sociaux des CDFC, les animateurs communautaires(Abaremeshakiyago, Abakanguriramahoro, les réseaux collinaires, zonaux et communaux de lutte contre les VSBG

IV.3. Participation des jeunes dans la gouvernance locale et dans le développement de la communauté

IV.3.1 Participation des jeunes dans la vie socio-économique de la communauté

Tableau 7: Répartition des jeunes qui affirment avoir déjà participé dans une réunion de prise de décision au niveau communautaire

	Sexe				Tranche d'âge				Total	
	Masculin		Féminin		18-24 ans		25-29 ans			
Non	6	4.3%	11	7.3%	6	11.1%	11	4.6%	17	5.8%
Oui	135	95.7%	139	92.7%	48	88.9%	226	95.4%	274	94.2%

La participation des jeunes dans la vie socio-économique de la communauté se traduit par leur participation dans les associations de développement communautaire comme celles d'épargne et de crédit et dans les coopératives ainsi que par leur participation des jeunes dans les réunions au niveau communautaire. Elle s'analyse également par rapport aux barrières qu'ils rencontrent dans cette participation et à la part de participation des jeunes filles/femmes.

Toutes les personnes enquêtées reconnaissent que les jeunes contribuent beaucoup aux travaux de développement comme le traçage des routes, la fabrication des briques, la construction des écoles à travers les travaux communautaires. Les jeunes sont dans des coopératives de développement et dans des associations d'épargne et de crédits.

Selon le Vice-président du comité de ciblage en zone Musaga, les acquis de ce projet ont porté le taux de participation des jeunes dans le développement socio-économique à 70%

« Batararonka inyigisho ntaruhara ruboneka bari bafise ariko ubu ni kuri 70 % kuko baraja mu mashirahamwe yo kuguranana, bagatora ingurane bakagira urudandazwa rutoruto, bakarima irengarenga »

Ce qui veut dire :

« Avant les formations, leur participation était insignifiante, mais actuellement leur participation est estimée à 70% car ils sont regroupés dans des associations de crédits et d'épargne pour faire le petit commerce ou la culture des amarantes »

En outre, ils sont représentés dans les comités de développement communautaire, comme c'est le cas à KABARORE.

« Mu bijanye n'imibano n'iterambere uruhara rw'urwaruka ni ntangere kuko nko muri comité de développement communautaire (7 membres/colline), benshi ni ukuvuga nka 4 ku 7 ni urwaruka. Barasigurirwa ko iterambere ari iryabo »

Cela veut dire:

« Dans les domaines socio-économiques, la participation des jeunes est capitale car ils sont représentés dans les comités de développement communautaire (7 membres/colline) à raison de 4 sur 7 en moyenne. Ils y apprennent que le développement est le leur ».

Sur le plan social, ils participent à la consolidation de la cohésion sociale à travers des sketch véhiculant des messages de solidarité et les rencontres sportives organisées par les clubs de paix

S'exprimant par rapport à la participation des jeunes dans les réunions communautaires, les enquêtés affirment que les jeunes participent suffisamment dans les réunions au niveau communautaire et les jeunes bénéficiaires du projet sous-évaluation sont considérés comme des modèles.

« Urwaruka ruritaba mu manama kenshi, urwaruka ruri mu mugambi wa ACORD ruritaba cane ugasanga rurarika urundi rwaruka bagahurira mu manama n'abandi bakuze », propos d'un leader communautaire 'Imboneza' en commune KABARORE qui signifient :

« Les jeunes participent souvent dans les réunions surtout les jeunes bénéficiaires du projet en cours d'évaluation qui sensibilisent les autres jeunes pour participer dans les réunions aux côtés des adultes

« Uwu mugambi wa ACORD waragize ikintu gikomeye, warabubahuye barumvise neza ko kuvuga ikiri ku mutima ata muntu yokiguhora, ukivuganye urupfasoni »

C'est-à-dire

« Ce projet de l'ONG ACORD a beaucoup contribué à la promotion de la participation des jeunes dans les réunions au niveau communautaire. Ils ont compris qu'on ne peut pas être poursuivi pour son opinion quand on l'exprime avec respect ».

Le représentant du secteur de l'éducation en commune MUGINA fait le même constat

« Urwaruka muri iki gihe ruritaba amanama cane. Imbere y'uyu mugambi ni ho wamenga urwaruka ntiruri intéressés n'ibibera mu kibano canke mu gihugu. »

Ce qui signifie :

« Actuellement, les jeunes participent beaucoup aux réunions. Avant ce projet, les jeunes semblaient ne pas être intéressés par ce qui se passe dans leurs communautés ou dans le pays ».

Ces propos montrent bien la réussite de ce projet sur ce point.

Pour certains enquêtés, la participation massive des jeunes dans les réunions communautaires est due au fait que ces réunions sont convoquées et tenues par les jeunes de leur génération qui sont déjà dans les instances de prise de décision. Parmi ces enquêtés figurent les CTAS en commune BUBANZA et en commune RUGOMBO qui expriment leurs constats en ces termes :

« Ubu urwaruka ruritaba mu manama, ngira ni uko aba agirishwa n’urwaruka bari kumwe muri génération imwe. Mu bihe vyaheze urwaruka rwari sindabibazwa. Projet na yo nyene nibaza ko yaterereye muri iyo changement de mentalité ku rwaruka kubera inyigisho baronse zivuga ko urwaruka ata wundi azobashikiririza iviyumviro n’imigambi bafise. », propos du CTAS BUBANZA.

Ce qui signifie en français : *« Actuellement, les jeunes répondent aux réunions, peut être que c’est parce qu’elles sont organisées par d’autres jeunes de leur génération. Dans le temps, les jeunes étaient indifférents, je pense que le projet aurait aussi contribué dans ce changement de mentalité des jeunes, grâce aux formations qu’ils ont reçu qui leur montraient que personne d’autre ne viendra défendre les idées et les intérêts projets qu’ils ont »*.

« Urwaruka muri iki gihe ruritaba ayo manama yo mu kibano kuko n’abakoresha ayo manama baba bari mu migwi y’urwaruka rugaca rugira icizere ko ivyo rushikirijwe bifatirwako hanyuma rugashikiriza ibibazo bihanze ikibano rugatanga iviyumviro vy’ingene ivyo bibazo vyogabanuka canke bigahera. », propos du CTAS RUGOMBO

Ce qui signifie : *« Les jeunes répondent actuellement aux réunions communautaires, parce qu’elles sont organisées par d’autres jeunes, ce qui leur inspire confiance dans la prise en compte des idées émises. Ils émettent des propositions de solution sur l’atténuation et pourquoi pas la gestion définitive du problème »*

S’agissant de la participation des jeunes filles/femmes, certains affirment qu’avec ce projet on observe un léger mieux par rapport au passé. Les jeunes filles bénéficiaires de ce projet participent beaucoup par rapport aux autres filles. C’est le constat du vice-président du comité de ciblage en zone NGAGARA et du président du conseil communal des jeunes en commune MUGINA.

« Muri iki gihe hariho akarusho. Urwaruka rw’abigeme ruritaba kubice vyegereye ibice vy’abahungu naho bitangana », ce qui signifie:

« Actuellement il y a un léger mieux. Les jeunes filles participent à un taux proche mais sans égal au taux de participation des jeunes garçons. »

Ce sont les propos du vice-président du comité de ciblage en zone NGAGARA

« Ubwa mbere abigeme barikumira ariko ubu baritaba amanama. Ariko si ku rugero rumwe n’abahungu. Abigeme batize baracari inyuma cane ariko abize baritabira amanama. » Cela signifie :

« Auparavant les jeunes filles ne participaient pas aux réunions. Actuellement elles participent mais pas au même taux de participation que les garçons. Les jeunes filles qui n’ont pas été à l’école participent moins que celles qui ont été à l’école »

Ce sont les propos du président du conseil national des jeunes en commune MUGINA.

L’analyse des barrières dans la participation des jeunes à la vie socio-économique montre que dans certaines communes comme KAYANZA, RUGOMBO, BUBANZA et GIHANGA, zone KAMENGE, certains enquêtés affirment que de manière générale les jeunes hommes et les jeunes femmes ne rencontrent aucune barrière dans la participation à la gouvernance et à la prise de décision concernant la communauté.

« Aha mw’ikomine iwacu, nta ntambanyi urwaruka rwagize kuko uwitoje wese yahiganwe n’abandi »,

Cela veut dire

« Ici dans notre commune, les jeunes n’ont rencontré aucune barrière car tout jeune qui s’est porté candidat a été en compétition avec les autres », propos du responsable du centre jeune en commune KABARORE.

C’est le même constat en commune GIHANGA, si l’on considère les propos du représentant du secteur de l’éducation rencontrée en commune GIHANGA :

“Nta ntambanyi zabaye, bararonswa ivyo basaba vyose. N’abakuze baratahura ko urwaruka na rwo rwobakorera mu ngata »

Cela veut dire:

“Il n’y a pas eu de barrières, ils ont eu tout ce dont ils avaient besoin. Même les adultes comprennent que les jeunes peuvent les relayer. »

En commune kayanza, Rugombo et Bubanza certains enquêtés s’accordent à reconnaître que de manière générale les jeunes hommes et les jeunes femmes ne rencontrent pas de barrières dans la participation à la gouvernance et à la prise de décision concernant la communauté. Cependant, ils reconnaissent que de petites difficultés comme le manque d’expérience dans le domaine politique à ne pas considérer comme des barrières existent.

Pour les autres personnes rencontrées, le manque d’estime de soi, le mépris de la part des adultes, le manque d’expérience dans le domaine politique, le manque de sensibilisation sur les droits et devoirs civiques, l’absence de militantisme dans des partis politiques, le jeune âge, le manque de moyens financiers pour la constitution des dossiers et la campagne électorale, le positionnement en arrière-plan sur les listes électorales, l’absence de vision, la déconsidération dans la société suite à leur mauvais comportement, le népotisme, la non-participation dans des

réunions politiques, les listes bloquées sont autant de barrières rencontrées par les jeunes dans la participation à la gouvernance et à la prise de décision concernant la communauté.

A côté de ces barrières communes aux jeunes garçons et jeunes filles, Il existe des barrières qui sont propres aux jeunes filles. La plupart des personnes rencontrées indiquent que les jeunes filles /Femmes ne participent pas dans les réunions au niveau communautaires autant que les garçons. Un participant au Focus group en commune MUGINA l'explique en ces termes :

« Inzitizi nazo abigeme baba bisangije nuko kenshi abigeme ari abantu bisoni, ibindi navyo ugasanga kubera ko avuye mu muryango ata mwigeme yigeze kuba mu vy'intwano nawe agaca yikengera ko atobishobora ivyo navyo bikunywurwa n'imigani y'ikirundi ngo :

« Umukoba nta jambo »

« Nta nkokokazi ibika isake ihari »

Imico n'imigenzo vyacu biratuma umukobwa yikumira. Umukobwa ntaja ahabona, akura bamubwira ko ari uwo :

- *Gukubura*
- *Gusasa*
- *Gutegura infungurwa »*

Ceci veut dire :

« Les barrières propres aux jeunes filles sont liées au fait qu'elles sont naturellement timides. Autre chose elles n'ont pas dans leurs familles des filles ou femmes dirigeantes auxquelles elles s'identifieraient pour participer dans la gouvernance locale et au développement dans la communauté. La culture burundaise qui ne tient pas compte de l'égalité des genres vient ajouter le drame au drame »

Jewe kurico c'abakobwa bataja mu ntwaro nagomba kuvuga ko hamwe hamwe twikengera, tubona ko ntidushoboye. Vyari vyiza ko tubona ko dushoboye kugira tuje mu ntwaro. Ikitwishe ni kwikengera gusa. Jeune fille de Rugombo

Sur cet aspect des filles qui ne participent pas dans la gouvernance locale, je pense que nous les filles nous nous sous-estimons. Ce serait bien de nous convaincre que nous pouvons prendre place dans les instances de décision. Jeune fille des Rugombo

Tableau 8: Pourcentage des jeunes ayant déjà entendu parler des thématiques

		Masculin		Féminin		18-24 ans		25-29 ans		Total	
Savez-vous quelque chose sur la résolution 2250 du conseil de sécurité des NU	Non	17	12.1%	24	16.0%	11	20.4%	30	12.6%	41	14.1%
	Oui	124	87.9%	126	84.0%	43	79.6%	207	87.3%	250	85.9%
Savez-vous quelques chose sur la résolution 1325 du conseil de sécurité des NU	Non	8	5.7%	10	6.7%	3	5.6%	15	6.3%	18	6.1%
	Oui	133	94.3%	140	93.3%	51	94.4%	222	93.7%	273	93.8%
Savez-vous quelques chose sur la communication non violente	Non	5	3.5%	4	2.7%	3	5.6%	6	2.5%	9	3.1%
	Oui	136	96.5%	146	97.3%	51	94.4%	231	97.5%	282	96.9%
Savez-vous quelques chose sur la participation citoyenne	Non	3	2.1%	10	6.7%	6	11.1%	7	3.0%	13	4.5%
	Oui	138	97.9%	140	93.3%	48	88.9%	230	97.0%	278	95.5%
Savez-vous quelques chose sur le pluralisme politique	Non	10	7.1%	15	10.0%	8	14.8%	17	7.2%	25	8.6%
	Oui	131	92.9%	135	90.0%	46	85.2%	220	92.8%	266	91.4%
Savez-vous quelque chose sur la résolution pacifique des conflits	Non	1	.7%	1	.7%	1	1.9%	1	.4%	2	.7%
	Oui	140	99.3%	149	99.3%	53	98.1%	236	99.6%	289	99.3%
Savez-vous quelque chose sur la politique nationale de la jeunesse	Non	6	4.3%	12	8.0%	2	3.7%	16	6.8%	18	6.2%
	Oui	135	95.7%	138	92.0%	52	96.3%	221	93.2%	273	93.8%

		Masculin		Féminin		18-24 ans		25-29 ans		Total	
Savez-vous quelque chose sur la politique nationale genre	Non	5	3.5%	6	4.0%	3	5.6%	8	3.4%	11	3.8%
	Oui	136	96.5%	144	96.0%	51	94.4%	229	96.6%	280	96.2%
Savez-vous quelques chose sur le code électoral	Non	18	12.8%	22	14.7%	11	20.4%	29	12.2%	40	13.7%
	Oui	123	87.2%	128	85.3%	43	79.6%	208	87.8%	251	86.3%
Savez-vous quelque chose sur la loi communale	Non	30	21.3%	27	18.0%	12	22.2%	45	19.0%	57	19.6%
	Oui	111	78.7%	123	82.0%	42	77.8%	192	81.0%	234	80.4%
Savez-vous quelque chose sur la loi sur les partis politiques	Non	21	14.9%	22	14.7%	8	14.8%	35	14.8%	43	14.8%
	Oui	120	85.1%	128	85.3%	46	85.2%	202	85.2%	248	85.2%
Savez-vous quelque chose sur les clubs de paix	Non	2	1.4%	4	2.7%	0	0.0%	6	2.5%	6	2.1%
	Oui	139	98.6%	146	97.3%	54	100.0%	231	97.5%	285	97.9%

Le tableau 8 montre que les jeunes ont suffisamment d'informations sur toutes les thématiques en lien avec le projet. Les clubs de paix viennent en première position, ce qui est tout à fait normal puisque tous les bénéficiaires en font partie. Le code électoral, la loi communale, la loi sur les partis politiques et le pluralisme politique sont bien connus des jeunes ce qui favorise leur niveau d'engagement politique en se faisant élire dans les instances de prise de décision au niveau local.

Jewe icyo novugaga kw'ivyo ndabona ko n'uyu muni uko biri atariko vyari kera. Kare urwaruka ntakibanza rwahabwari ariko plus ibihe bigenda, abantu bagenda baratahura ko bikenewe ko ba participa mubikorwa. Ubu twahagurutse kugira tuje mubikorwa vy'iterambere kugira tuje mubitunganya ibikorwa vy'iterambere. Ubu turabona ko ibintu bimeze neza gusumba uko vyahoze kera

Ce que je peux dire je vois que maintenant quelque chose a changé. Avant, les jeunes n'étaient pas considérés. Mais maintenant la communauté a compris qu'il faut qu'ils participent. Maintenant nous sommes dynamiques pour participer dans les activités de développement et dans les instances de décision

Les connaissances en rapport avec la résolution pacifique des conflits, la communication non violente et les clubs de paix ont eu un effet positif sur l'implication des jeunes dans la prévention et la résolution pacifique des conflits.

Tandis que l'acquisition des connaissances sur les résolutions 2250 et 1325 des Nations Unies, la participation citoyenne, la politique nationale de la jeunesse et la politique nationale genre ont été des outils utiles pour permettre aux jeunes de comprendre leur place dans la gestion des affaires de leurs communautés et de leur pays.

Les jeunes hommes ont un score élevé plus que les jeunes femmes sur sept thèmes. Les jeunes femmes ont à leur tour un score élevé plus que les jeunes hommes sur 4 thèmes dont la communication non violente. Cependant, les scores sont partout très serrés, les jeunes femmes et les jeunes hommes sont presque au même niveau sur les connaissances acquises dans le projet. Sur la gestion pacifique des conflits, les jeunes femmes et les jeunes hommes ont exactement un même score (99.3%) ce qui est très intéressant puisque tous les jeunes ont eu pratiquement la même attention sur ce thème qui est plus ou moins centrale dans la cohésion sociale. Concernant les tranches d'âge, on observe que les 25-29 ans ont un bon score que les 18-24 ans sur tous les thèmes sauf la résolution 1325 du conseil de sécurité des NU où ils ont 94.4% contre 93.7% pour les jeunes de 25-29 ans, la politique nationale de la jeunesse (96.3% contre 93.2%) et les clubs de paix 100% contre 97.7%. Les deux tranches d'âge ont un même score de 85.2% sur la loi sur les partis politiques. Il n'est pas facile de donner une explication à ces différentes proportions selon les thèmes. Toutefois, on peut se dire que pour les clubs de paix les jeunes de 18-24 ans y trouvent un cadre d'expression qu'ils manqueraient ailleurs d'où le score de 100%.

Tableau 9: Les jeunes qui affirment avoir bénéficié du renforcement des capacités

		Sexe				Tranche d'âge				Total	
		Masculin		Féminin		18-24 ans		25-29 ans			
Formation/sensibilisation des jeunes (homme et femme)	No	1	.7%	4	2.7%	3	5.6%	2	.8%	5	1.7%
	Yes	140	99.3%	146	97.3%	51	94.4%	235	99.2%	286	98.3%
Sensibilisation des autorités administratives	No	130	92.2%	139	92.7%	50	92.6%	219	92.4%	269	92.4%
	Yes	11	7.8%	11	7.3%	4	7.4%	18	7.6%	22	7.6%
Accompagnement/coaching	No	13	97.2%	146	97.3%	52	96.3%	231	97.5%	283	97.3%
	Yes	4	2.8%	4	2.7%	2	3.7%	6	2.5%	8	2.7%

Le tableau 9 montre que les jeunes hommes et jeunes femmes ont bénéficié des formations/sensibilisation, ceci concorde avec l'orientation du projet et les activités mises en œuvre. Les bénéficiaires des formations étaient appelés à les dupliquer chez d'autres jeunes de leurs collines/quartiers dans les clubs de paix. Il est intéressant de voir que les jeunes hommes et les jeunes femmes ont eu pratiquement les mêmes chances de participer dans les formations organisées par le projet.

IV.3.2. Prise en compte des besoins des jeunes dans les initiatives de paix et de développement au niveau local

Les besoins des jeunes sont pris en compte dans les PCDC des communes, selon nos enquêtes. Dans toutes les communes visitées, la construction des centres jeunes, les CLAC (Centre de Lecture et d'Animation culturelle), les appuis aux coopératives et associations de développement des jeunes, le recrutement des receveurs de taxes parmi les jeunes, l'organisation des camps de travail, l'organisation des formations sur l'entrepreneuriat, la construction des écoles et terrain de jeux, les enseignements des métiers, la délivrance gratuite des attestations d'indigences pour les jeunes élèves indigents, sont autant d'exemples relevés par les enquêtes comme besoins des jeunes pris en compte dans les PCDC. Par ailleurs, il y a des communes où les jeunes sont associés à la préparation du PCDC. L'une de ces communes est la commune RANGO selon les propos du président du comité de ciblage et du responsable du centre jeune dans cette commune. La commune Rango est mentionnée parce que son PCDC a été actualisé dans la période du projet.

« Birafatirwako cane ivyo urwaruka rukeneye kuko mu gutunganya PCDC urwaruka ruratumirwa rugatanga iviyumviro. Akarorero : nkubu hari ho umugambi wo kwubaka Clac, ibibuga vy'inkino »,

« Les besoins des jeunes sont pris en compte car lors de l'élaboration du PCDC les jeunes sont invités à exprimer leurs besoins. Exemple : actuellement il y a un projet de construction du CLAC et des terrains de jeux », propos du président du comité de ciblage en commune RANGO

Aussi, il y a des communes où la prise en compte des besoins spécifiques des jeunes fait partie des critères d'éligibilité pour le financement du PCDC. C'est le cas de la commune KABARORE comme le laisse entendre le CTAS de cette commune :

« Muri PCDC nshasha vyarafatiweko kuko muma critères vyarimwo (critère genre, jeunesse et environnement) », ce qui veut dire :

« Dans le nouveau PCDC les besoins des jeunes ont été pris en compte car ça faisait partie des critères (critère genre, jeunesse et environnement) »

Là où les besoins des jeunes n'ont pas été pris en compte dans les PCDC, les jeunes se disent prêts à se mobiliser pour participer à l'élaboration des prochains PCDC. C'est ce que fait remarquer le représentant du centre jeune BUGANDA en province CIBITOKÉ :

« Jwe ndabona ko urwaruka ubu rwamenye kwijukira iterambere. Kare nko mu gukora PCDC ntitwamenya iyo bibera ariko twarabibajije Musitanteri atubwira ko

bihera ku mutumba. Ubu rero tugomba kugira mobilisation y'aba jeunes bazovyitabe ku mutumba »

Par ailleurs, plusieurs enquêtés affirment avoir pris part aux séminaires organisés par le projet ACORD pour la sensibilisation sur la prise en compte des jeunes dans les mécanismes de gouvernance et de prise de décision.

C'est le cas du chef de Zone Gaheta en commune RANGO, jeune bénéficiaire du projet, ACORD, qui affirme que c'est grâce à la formation reçue dans le cadre de ce projet qu'il occupe cette fonction.

« inyigisho narazironse ninazo zitumye ngera aho ngeze (chef de zone Gaheta) », ce qui veut dire :

« J'ai été formé/sensibilisé et c'est grâce à ces formations/sensibilisations que je suis devenu ce que je suis (chef de zone Gaheta)

D'autres affirment avoir été sensibilisés dans d'autres cadres.

Toujours Selon nos enquêtés, les jeunes hommes et les jeunes femmes, surtout les jeunes filles/femmes doivent continuer à être sensibilisés sur leur droit à participer dans la gouvernance et la prise de décision concernant leurs communautés.

Pour les enquêtés, la prise en compte des besoins des jeunes dans les initiatives de paix et de développement au niveau local doit tenir en compte de l'éducation des jeunes filles car ça peut augmenter leurs chances de faire partie des instances de prise de décision

Ego ikibanza turinaco bivanye n'amashirahamwe yagiye aratwigisha nka ACORD nayandi, ubu baritaho urwaruka, ego turashima, eeh, sikwo vyamye ariko ubu turahabwa agaciro kandi naba jeunes bariko baraja nomunzego naho tugikeneye nibindi vyinshi ngo dushike nahakomeye. Hanyuma urwaruka turabonako nako dukwiye guseruka na cane cane muribi bibazo bijane n'amatati, duhuriwe duhishije hariho naba jeunes ubu baja nomunzego zintwaro baraza baraduserukira, ugasanga bari munzego za quartier canke kuba chef de zone, murikigihe rero biriko biragaragarako urwaruka rwahagurutse naho tugikeneye nibindi vyinshi, vyinshi tubikesha aya mashirahamwe, numva aya mashirahamwe yobandanya atuba hafi twoshika kuri vyinshi cane. Jeune de Kamenge

Oui, nous avons une place de choix grâce aux formations dont nous avons bénéficié des organisations comme ACORD. On s'occupe des jeunes et nous nous leur en remercions car cela n'a pas toujours été comme ça.

Maintenant les jeunes sont dans les instances de décision même s'il reste du chemin à faire. Des jeunes nous représentent au niveau des quartiers où des zones. Cela se voit que nous sommes de plus en plus considérés grâce aux sensibilisations faites par plusieurs organisations. Je pense que ces dernières pourraient continuer à nous appuyer dans plusieurs aspects, cela pourrait nous faire beaucoup avancer. Jeune de KAMENGE

IV.4. Participation des jeunes dans la mise en place d'un environnement électoral inclusif et exempt de violence

IV.4. 1. Participation des jeunes aux élections 2020

Il ressort de plusieurs entretiens faits avec les personnes enquêtées que parmi les autorités mises en place avec les élections de 2020 il y a beaucoup de jeunes. Certains ont été élus dans les conseils communaux et dans les conseils collinaires et d'autres ont été nommés pour diriger les zones. A ce sujet et à titre illustratif, le CTAS de la commune Bubanza s'exprime en ces termes:

« Ego cane urwaruka rwaratowe. Reka mpere kuri Musitanteri ni urwaruka (umwigeme). Mu ma zones 4, 2 atwarwa n'urwaruka dont un est bénéficiaire wa projet ACORD. Mu bakuru b'imitumba 25, 13 ni urwaruka. »

Ce qui veut dire :

« Oui, les jeunes ont été élus. Par exemple l'administrateur de notre commune est une jeune fille, deux sur 4 chefs de zones sont des jeunes dont un est bénéficiaire du projet ACORD ; Sur 25 Chefs de colline, 13 sont des jeunes. »

C'est le même constat à MUGINA et à RUGOMBO. A MUGINA, le Président du Conseil communal des jeunes l'affirme dans ces termes :

« Baratowe mu nzego zose, ku mitumba 22 hatowe 15 b'urwaruka, mu ma zones 5 harimwo 2 bari no mu mugambi wa ACORD, mu nama mpanuzwajambo kuri 27 hatowe 18 b'urwaruka, na Musitanteri yari mu rwaruka rwari muri uyu mugambi. »

C'est-à-dire :

« Ils ont été élus à tous les niveaux. Sur 22 chefs de collines, 15 sont des jeunes, sur 5 chefs de collines, deux sont bénéficiaires du projet ACORD, sur 27 conseillers communaux, 18 sont des jeunes et notre administrateur est l'un des bénéficiaires du projet ACORD ».

A Rugombo, le CTAS note que les jeunes ont été suffisamment élus :

« Urwaruka rurimwo cane mu nzego zatowe.ndavye 17 igize komine rugombo novuga ko nyinshi zirongowe n'urwaruka gushika kuri 75% duhereye kuri Musitanteri wacu. »

Cela signifie :

« les jeunes figurent parmi les autorités élues. Notre administrateur est un jeune tandis que 75% des 17 collines de notre commune sont dirigées par les jeunes.

Le CTAS de la commune KABARORE abonde dans le même sens pour ce qui est de la situation dans sa commune:

« Ego cane barimwo mu butegezi mbere nubu benshi nko muri conseil communal ni nka 80% batarenza 35 ans .Mubarongoye imitumba hari 113 sur 185 »

C'est à dire :

« Oui, parmi les autorités il y a des jeunes qui sont représentés au conseil communal à environ 80% âgés de moins de 35 ans. Parmi 185 élus collinaires il y a 113 jeunes. » La référence de 35 ans donnée par cette autorité communale se base sur l'âge considéré par les décideurs politiques du Burundi pour dire qu'une personne se trouve dans la catégorie des jeunes. Par conséquent, il faut se rendre compte que les jeunes du projet dont l'âge se limite à 29 ans n'ont pas atteint les 80%.

Pour ne citer que ces quelques exemples, nous ne saurions passer sous silence ce témoignage d'un jeune leader IMBONEZA de la commune RANGO qui affirme que parmi les autorités élus figurent des jeunes et exprime sa satisfaction suite à sa nomination à la tête de la zone GAHETA :

« Ego urwaruka rwatowe cane muri conseil communal barashika nka 15. Mu bakuru b'imitumba harimwo nka 8 bari muri batanu barongora umutumba. Nka jewe ndi urwaruka nkaba mperuka kwizerwa bangira chef de zone GAHETA kubera bashimye uko nigenza naratatura amatati aho mbye nkaba ndabikesha inyigisho z'umugambi wa ACORD »

Ce qui signifie :

« Oui beaucoup de jeunes ont été élus dans le conseil communal, ils sont estimés autour de 15. Moi je suis jeune et je viens d'être nommé chef de zone GAHETA au vu de mon attitude de médiateur dans la communauté, et ceci grâce à la formation reçue du projet ACORD en matière de résolution pacifique des conflits. »

IV .4. 2. Comportement des jeunes lors de la période électoral 2020

Tableau 10:Jeunes favorables à la résolution pacifique en cas de désaccord politique

	Sexe				Tranche d'âge				Total	
	Masculin		Féminin		18-24 ans		25-29 ans			
Non	2	3.7%	3	1.3%	2	3.7%	3	1.3%	5	1.7%
Oui	52	96.3%	234	98.7%	52	96.3%	234	98.7%	286	98.3%

L'analyse du comportement des jeunes lors de la période électorale 2020 conduit à examiner si dans la communauté il y a des intolérances politiques qui se sont observées ou qui s'observent encore et la réaction des jeunes face à ces intolérances. Cela permettra d'en déduire la place des jeunes hommes et les jeunes femmes dans la réduction/éradication des violences liées à l'intolérance politique. Dans toutes les communes visitées, l'analyse des réponses données par la plupart des enquêtés montre qu'actuellement il n'y a pas des

intolérances politiques. Les jeunes affiliés aux différents partis politiques vivent ensemble et se respectent mutuellement.

Néanmoins, ils affirment que des actes d'intolérance politiques moins graves ont été signalés ici et là comme le montrent ces quelques témoignages choisis parmi plusieurs autres témoignages.

« Oya ubu ntabiriho kuko twaratahuye ko dutegerezwa kubana neza mu budasa bw'ivyiyumviro vya politike. Mu gihe c'amatora hari utuntu duto twabaye ariko habayeho ama forum ahurikiyemwo inyabune (abajejwe intwaro, inyamiramabi, les paliti politique, abarongoye amadini; abajejwe droits de l'homme) ikibazo kibaye catorerwa inyishu muri iyo forum »

Ce sont les propos du président du comité de ciblage en commune Nyanza-lac qui veut dire :

« Non, elles n'existent pas (les intolérances politiques). Nous avons compris que nous devons vivre ensemble dans la diversité de nos opinions politiques. Pendant la période électorale, on a observé de petits incidents mais on a mis en place un forum de tous ceux qui pouvaient agir pour mettre fin à ces incidents (l'administration, la police, les partis politiques, les représentants des confessions religieuses, acteurs de protection des droits de l'homme)

Selon le CTAS en commune BUGANDA : **« Muri iki gihe nta bimenyetso vyo kutihanganiranira tubona aha muri commune. Mu minsi iheze imbere y'amatora ni ho twabonye nko ku mutumba wa CUNYU urwaruka ruterana amajambo yo gusomborotsanya »**

Ce sont les propos du CTAS BUGANDA qui signifient :

« Actuellement, je ne vois pas des intolérances politiques dans cette commune. C'est pendant la période pré-électorale que nous avons vu des jeunes de la colline CUNYU faire usage d'une communication violente »

Selon quelques enquêtés, des plaintes comme quoi seules les jeunes d'un seul parti politique (que les enquêtés ne signalent pas) sont autorisés à convoquer des réunions ou sont favorisés lorsqu'il se présente une opportunité d'emploi.

S'exprimant à propos des conséquences de l'intolérance politique, les enquêtés parlent essentiellement de la méfiance dans la communauté, la haine, la guerre, les emprisonnements, etc.

Cherchant à savoir la réaction des enquêtés face aux violences liées à l'intolérance politique, la plupart des enquêtés ont indiqué qu'ils procéderaient à l'écoute d'abord des parties en désaccord et ensuite assurer la médiation. Ils sont conscients que la bonne cohabitation dans la communauté prime sur les enjeux politiques car la période électorale où les tensions politiques s'observent

souvent passe mais que ceux qui étaient voisins le restent. Certains font savoir qu'ils mettraient en œuvre les techniques de médiation apprises dans le cadre du projet de l'ONG ACORD.

Vyinshi biriko biravugwa nka twebwe ugwaruka imboneza twebwe twari dufise ibigeragezo vyinshi mugihe c'amatora abacanishamwo babanyamigambwe itandukanye bakavuga bati uwu ko ari muri uwu mugambwe sinshaka ko atemberana nuwundi wo muwundi mugambwe. Ukuntu twavyifatamwo yarimana idufasha ugasanga baratwibira ibanga ati wewe warinjiye muwundi mugambwe kubera mujana nuwundi womuwundi mugambwe twarabibatahuje bukebuke turabereka ko nabo iyo bari munama nshingamateka bayaga turabereka ko uwo mudahuza umugambwe singombwa acaba umwansi wawe. Jeune Mugongomanga

Nous les jeunes, nous avons beaucoup de tentations pendant la campagne électorale. Les politiciens pouvaient nous séparer en nous disant de ne pas accepter de rester ensemble avec d'autres jeunes qui ne sont pas de nos partis. Mais, nous les jeunes nous communiquons sur tous les faits et nous avertissions sur le danger que constituaient ces politiciens. Nous avons aussi dit à ces politiciens que quand ils sont dans leurs réunions entre grands ils parlent et s'écoutent tout en étant de partis différents. Nous leur avons montré qu'un jeune qui est dans un parti différent ne doit être nécessairement ennemi.

« kubera naronse inyigisho z'umugambi wa ACCORD ndahanura abashamiranye nkabereka ingendo nziza bogira kuko ivy'imigambwe birahera abantu bagasigarana »

Ça veut dire :

« Grâce à la formation reçue dans le cadre du projet de l'ONG ACORD, je réconcilierais les parties en conflit en leur montrant qu'au-delà des affaires politiques les personnes sont tenues de vivre en harmonie »

Signalons qu'il y en a qui ont indiqué qu'ils se mettraient à l'écart de ces violences et d'autres disent qu'ils renseigneraient les cas de violences à l'autorité compétente.

Ils affirment par ailleurs que la place des jeunes hommes et jeunes femmes dans la réduction/éradication des violences liées à l'intolérance politique est grande. En effet de par le passé, ils ont constaté qu'ils sont souvent manipulés par les politiciens qui sont à la recherche de la protection de leurs intérêts politiques et deviennent en même temps auteurs et victimes de ces violences.

Le secrétaire zonal de BUTERERE s'exprime à ce sujet dans ces propos :

« ikibanza c'urwaruka ni kinini cane mu kugwanya canke kurandurana n'imizi amabi ajanye no kutihanganiranira mu vya politique kuko guhera 2015 rwaratahuye. Ubu ntirushobora gukurikira umunyapolitike ababwira ibibacanishamwo canke bibiba urwanko mukibano iwabo kubera inyigisho zo kubana neza baronse »

Ce qui veut dire :

« La place des jeunes est grande dans la réduction/éradication des violences liées aux intolérances politiques car depuis 2015 ils ont compris qu'ils ont été manipulés. Actuellement ils ne peuvent plus prêter l'oreille aux politiciens qui tiennent des discours divisionnistes ou détruisant leur communauté parce qu'ils ont été sensibilisé à cohabiter pacifiquement »

A travers ces propos, il faut comprendre que grâce aux différentes formations, les jeunes ont appris à cohabiter pacifiquement et les bénéficiaires de ces formations sur la tolérance politique en ont restitué les acquis aux autres jeunes. Pour les enquêtés, si les jeunes ne s'impliquent pas dans la réduction/éradication des violences liées à l'intolérance politique, ce sont eux qui en subiront les conséquences dans l'avenir. Ils sont nombreux et ont de la force qu'ils doivent utiliser pour construire la communauté et non pour la détruire. Le président du conseil de ciblage en commune BUGANDA estime que les jeunes ont contribué jusqu'à 70% à la réduction des violences liées à l'intolérance politique

« Uruhara rw'urwaruka mu kugabanya canke kurandurana n'imizi amabi ajanye no kutihanganiranira mu vya politike ni nka 70%. Izo 30% ni bake mu rwaruka bagikoresha ya mvugo ikomeretsa. »

Ceci veut dire :

«La contribution des jeunes dans la réduction/éradication des violences liées à l'intolérance politique est estimé à 70% ; les 30% restant correspond à quelques rares jeunes qui useraient encore la communication violente »

Tableau 11:La réaction des jeunes face à un discours politique de haine ou de division

		Sexe				Tranche d'âge				Total	
		Masculin		Féminin		18-24 ans		25-29 ans			
Se détourner de la personne	Non	108	76.6%	124	82.7%	41	75.9%	191	80.6%	232	79.7%
	Oui	33	23.4%	26	17.3%	13	24.1%	46	19.4%	59	20.3%
Donner conseil aux autres jeunes	Non	82	58.2%	99	66.0%	36	66.7%	145	61.2%	181	62.2%
	Oui	59	41.8%	51	34.0%	18	33.3%	92	38.8%	110	37.8%
Dénoncer	Non	137	97.2%	147	98.0%	52	96.3%	232	97.9%	284	97.6%
	Oui	4	2.8%	3	2.0%	2	3.7%	5	2.1%	7	2.4%
Ne rien faire	Non	138	97.9%	143	95.3%	52	96.3%	229	96.6%	281	96.6%
	Oui	3	2.1%	7	4.7%	2	3.7%	8	3.4%	10	3.4%

Un sentiment d'insécurité et d'impuissance persiste face aux hommes politiques qui propagent des discours de haine. Certains jeunes déclarent que c'est dangereux de s'opposer ouvertement à un homme politique en action, car on risque même sa vie. C'est pour cette raison que la majorité des jeunes préfèrent agir sur les jeunes au lieu de prendre le risque de manifester ouvertement son opposition à la personne concernée : « *On comprend bien le risque pour les jeunes et pour le pays. Toutefois, on utilise des moyens qui ne nous mettent pas en danger, puisque les hommes politiques qui se permettent de propager des enseignements de haine pourraient être nuisible à l'égard de toute personne qui les dénoncerait* ». Propos d'un jeune homme de Kamenge.

Les jeunes ont soulevé une difficulté liée aux slogans des partis politiques ou des chansons de campagnes qui véhiculent des messages de haines ou de division. Ils ont déclaré qu'ils ne peuvent pas faire grand-chose pour les arrêter d'autant plus que les responsables de la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) et ses antennes semblent être d'accord avec cette situation. Cependant, certains agissent encore sur les jeunes en les mettant en garde contre ces messages à caractères belliqueux.

Tableau 12: Pourcentage de jeunes qui affirment être capables ou non de déconstruire un discours politique de haine ou de division

	Sexe				Tranche d'âge				Total	
	Masculin		Féminin		18-24 ans		25-29 ans			
Non	2	1.4%	5	3.3%	18	1.9%	6	2.5%	7	2.4%
Oui	139	98.6%	145	96.7%	53	98.1%	231	97.5%	284	97.6%

A la fin du projet, presque tous les jeunes accompagnés (97.6%) légèrement moins de femmes (96.7%) sont à mesure de déconstruire un discours de haine ou de division qui serait prononcé par un politicien. Ceci montre que le renforcement des capacités des bénéficiaires a atteint son objectif sur la compréhension des propos qui pourraient être prononcés d'une manière plus ou moins subtile tout en cachant un enseignement nuisible à la paix et la cohésion sociale.

Il convient de noter que la tranche d'âge de 18-24 ans est plus affirmative par rapport à la tranche de 25-30 ans (98.1% contre 97.6%)

Leur réaction face à un homme politique qui propageait des enseignements de haine est de ne pas le suivre (20.3%) et de donner des conseils aux autres jeunes (37.8%) pour qu'ils sachent que tel homme politique pourrait les induire en erreur. (Voir le tableau 11 : La réaction des jeunes face à un discours politique de haine ou de division.)

IV.5. Commentaires sur la mise en œuvre du projet

IV.5.1. Caractère innovant du projet

Le projet est innovant dans ce sens qu'au niveau du ciblage, il a été choisi les jeunes susceptibles de perturber la paix, mais aussi qui sont capables d'influencer les autres jeunes et en même temps les adultes. Ce sont de jeunes diplômés qui sont supposés être frustrés d'être au chômage. Les clubs de paix ont pu réunir les jeunes de différents partis politiques et les jeunes de la société civile, cela est une grande première. L'implication des jeunes en général et les jeunes femmes en particulier dans participation à la gouvernance locale et dans la prévention et la résolution des conflits revêt également un caractère innovant.

IV.5.2. Pertinence, efficacité, du projet

Les témoignages sont nombreux à confirmer la pertinence du projet sous évaluation dans toutes la zone d'intervention et beaucoup se réfèrent à la situation de violences qui a prévalu lors de la période électorale de 2015 et la crise qui s'en est suivi dont les conséquences persistaient jusqu'au début du projet. Pour les enquêtés, la bonne cohabitation des jeunes de différentes tendances politiques et surtout la quiétude observée dans la communauté pendant la période post électorale sont dues aux interventions de ce projet. Aussi, la politique nationale de la jeunesse, les résolutions 1325 et 2250 des Nations Unies, etc. prouve la pertinence de ce projet.

Twebwe ugwaruka kugeza ubu ikintu co gutatura amatati bigeze ahantu hashimishije kuko ubu naho woca ahantu hari igihe usanga ubahanuye bakakwumviriza kandi bagaca bumvikana izo ntambara barimwo zigaca zihera.kandi kubera tuba tubicsha mubikino hari uwuca avuga ati mwankiniye ibintu basha ati birya mwakinye biri murugo iwanje burya rero kenshi baca bihanura bivanye nuko kuntu twabakinuye udukino. Jeune kabarore

Nous les jeunes , sur l'aspect de résolution des conflits nous avons franchi un pas très important, car même au passage si l'on rencontre des gens en conflit on procède à la médiation en les réconciliant et le conflit prend fin. Comme nous simillons les conflits à travers les sketch, il y en a qui nous disent que nous avons mimé une situation prévalant dans son foyer et partant des conseils donnés dans ces sketch ils changent de comportement. Jeune de KABARORE

Un responsable d'un parti politique en commune KAYANZA témoigne :

«Wari ukenewe cane ko urya mugambi wa Acord kuko nka jewe nitanzeko akarorero vyaranfashije kumenya ingene ndongora neza abo njejwe watumye kandi abanyamugambwe dushiraho form tuvuganiramwo », ce qui signifie :

« le projet de l'ONG ACORD était pertinent car pour moi il m'a appris à me comporter en bon leader politique et a permis la mise en place du forum des partis politiques. »

La même appréciation a été faite par le responsable des scouts en commune KANYOSHA

« Umungambi wa Acord ndemeza ko wari ukenewe waje avant les élections de 2020 utuma ata bantu batyozanya canke basomborotsanya. Kare umugambi utaraza urwaruka rwarashamirana. Ariko umugambi umaze gukora wararuhinduye nta nahamwe numvise abantu bashwanye ngaho iwacu bapfa imigambwe »

Ce qui veut dire :

« J'affirme que le projet ACORD était pertinent. Il a précédé les élections de 2020 et a aidé les jeunes à éviter de se provoquer comme ça se faisait avant ; grâce à ce projet les jeunes ont changé de comportement à tel enseigne qu'il n'y a pas eu de violences dans ma communauté »

D'autres enquêtés ont souligné le rôle de ce projet dans la sensibilisation des jeunes à participer à la gouvernance locale et au développement de la communauté et à la résolution des conflits. Pour ne citer que ceux-là parmi tant d'autres, voici deux témoignages à ce propos :

« Uyu mugambi wa ACORD wari nkenerwa kuko wakaburiye urwaruka guhurumbira iterambere, kuja mu nzego no kumenya ko batokwikumira, bakaba imboneza. Imbere y'uyu mugambi si ko vyari biri. » Ceci signifie :

« Ce projet de l'ONG ACORD était pertinent car il a sensibilisé les jeunes à participer dans le développement, dans la gouvernance et à se comporter comme des leaders. Avant ce projet, ce n'était pas ainsi. » Ce sont les propos du président du comité de ciblage en commune BUGANDA.

« Umugambi wari ukenewe cane aha iwacu kuko jewe mbona wahinduye ibintu vyinshi cane kuri izi thèmes wakoreyeko (gukinga no gutatura amatati, guhimiriza urwaruka kuja mu nzego no kugira uruhara mu kibano n'iterambere hamwe no kwigisha inyifato izira amatati afatiye ku kutihanganiranira mu vya politike. »

Ceci signifie :

« Ce projet était très pertinent ici dans notre communauté car il a changé beaucoup de choses que ce soit en matière de prévention et de résolution des conflits, de participation dans la gouvernance locale et dans le développement communautaire ainsi que dans la promotion d'un comportement exempt de violences liées à l'intolérance politique »

Ce sont les propos du président du comité de ciblage en commune Gihanga.

Quant à l'efficacité du projet, toutes les activités du projet ont été réalisées mais pas dans le temps initial imparti. En effet, il y a eu une extension sans coûts additionnels de 6 mois pour rattraper le retard de quatre mois dû à l'acquisition tardive de la deuxième tranche des fonds ,mais aussi le retard dû à la suspension des activités rassemblant les bénéficiaires sur terrain durant les campagnes électorales du deuxième trimestre 2020 et pour prévenir la propagation du COVID. Cette décision a été prise par le Ministère ayant la jeunesse dans ses attributions de commun accord avec le Bailleur.

Ces retards ont été rattrapés en redoublant d'efforts pour la mise en œuvre des activités, l'équipe travaillait même les week-ends en cas de besoin.

IV.5.3. Tableau des indicateurs

Nom de l'indicateur	Cible	Situation de départ	Situation a la fin du projet	Commentaires
Indicateur 1 a # de clubs de paix créés et animés par les jeunes hommes et les jeunes femmes de différentes sensibilités politico-ethniques pour une meilleure prévention et une résolution pacifique des conflits au niveau communal.	270 clubs de paix créés et animés par les jeunes en (avec une participation à 50% de jeunes femmes)	46	46+280= 326	Le projet a créé 280 clubs qui s'ajoutent aux 46 trouvés durant l'enquête de base de ce projet. L'indicateur a dépassé la cible attendue (cette information a été collectée chez l'ASB)
Indicateur 1b % de conflits majeurs identifiés, y compris ceux liés aux VSBG, prévenus ou résolus pacifiquement avec la participation des jeunes hommes et des jeunes femmes	75%	20%	93.8%	L'indicateur a dépassé la cible attendue (cfr tableau 10 de ce rapport).
Indicateur 2 a % de jeunes hommes et de jeunes femmes participant activement aux instances locales de prise de décisions. (désagrégé par sexe et âge)	25% de jeunes (hommes et femmes) accompagnés par le projet participent aux instances de prise de décision au niveau local (dont 50% de jeunes femmes)	19% dont 8% des jeunes femmes et 11% des jeunes hommes	48%	L'indicateur a dépassé la cible attendue (cfr tableau 10 de ce rapport).
Indicateur 2b % d'augmentation du niveau de consultation des	60% (dont 30% d'augmentation du niveau de consultation des	41%	94.2%	L'indicateur a largement dépassé la cible attendue Cfr tableau 7 du

Nom de l'indicateur	Cible	Situation de départ	Situation a la fin du projet	Commentaires
jeunes hommes et des jeunes femmes par les décideurs dans les initiatives de paix et de développement au niveau local	jeunes femmes et jeunes hommes			rapport
Indicateur 3 a % de jeunes hommes et de jeunes femmes capables de déconstruire les discours haineux des politiques en se référant à la politique nationale sur la jeunesse, le code électoral et la Résolution 2250	80% des jeunes hommes et des jeunes participants au projet	66%	97.6%	L'indicateur a dépassé la cible attendue (cfr tableau 10 de ce rapport).
Indicateur 3 c % des jeunes hommes et des jeunes femmes favorables à la résolution pacifique des conflits en situation de désaccord politique, en contexte électoral et au-delà	80% des jeunes hommes et femmes participant au projet	70%	98.3%	L'indicateur a dépassé la cible attendue (cfr tableau 9 de ce rapport).

IV.5.4. Efficience du projet

Les ressources humaines, matérielles et financières ont été utilisées comme prévu. Toutefois, l'extension de six mois sans coûts additionnels a perturbé le fonctionnement de l'ASB qui n'avait pas de fonds pour payer quatre mois supplémentaires de salaire aux animateurs provinciaux. Ce partenaire de mise en œuvre a fait recours au volontariat de son personnel pour surmonter cette difficulté

Le projet a utilisé 19 unités dont huit prises en charge à 100% ; tous avaient un rôle à jouer sauf que leur implication sur terrain n'a pas été suffisante dans l'encadrement des clubs de paix, suite

à l'insuffisance de moyens alloués aux missions de terrain. Les comités de ciblage ont servi de solution de rechange là où les animateurs avaient eu des manquements dans l'accompagnement des clubs de paix.

IV.5.5. La capacité organisationnelle et opérationnelle des partenaires ACORD et ASB

Les deux organisations sont mûres et ont des capacités organisationnelle et opérationnelle confirmées pour la mise en œuvre des projets. Le partenariat ASB-ACORD a été satisfaisant. Les deux organisations ont été complémentaires, du fait que ACORD a des staffs expérimentés et les jeunes de l'ASB pouvaient apprendre sur eux tout en apportant leur dynamisme et leur savoir-faire dans la gestion des émotions. Tout s'est déroulé dans la transparence.

La maturité des deux organisations a permis une bonne collaboration avec le bailleur. Celui-ci les a associées à la prise de décision, chaque fois que de besoin.

IV.5.6. Durabilité

La mise en œuvre du projet a adopté des stratégies susceptibles d'assurer sa durabilité. La première stratégie a été la constitution des comités de ciblage incluant cinq membres des partis politiques influents dans la commune pour faire le suivi du fonctionnement des clubs de paix. Les clubs de paix qui sont formés dureront dans le temps. Ils sont organisés et structurés de façon à se transformer en structures pérennes comme les coopératives d'épargne et de crédit par exemple. C'est donc une stratégie de durabilité.

La deuxième stratégie a été de privilégier la collaboration avec les CTAS au lieu du Conseil communal. CTAS parce que c'est un service technique communal permanent alors que le conseil communal est là pour un mandat politique temporaire.

Aussi, là où les PCDC ont été révisés, le projet a proposé que les besoins spécifiques des jeunes soient incorporés dans les Plans annuels d'Investissement communaux (PAIC) pour que besoins des jeunes soient pris en compte dans les documents communaux, ce qui va faire durer les acquis du projet

Ainsi, les acteurs rencontrés estiment que l'exécution de ce projet constitue une base donnée aux différents acteurs (administratifs, politiques et communautaires) pour la consolidation de la paix durable et la cohésion sociale. Ils sont unanimes à reconnaître que la communauté continuera, après ce projet, à jouir de la paix sociale qui résulte du changement de comportement des jeunes bénéficiaires des interventions de ce projet. Là où les jeunes étaient à la base des conflits, il y a de bons témoignages du changement de comportement. Par exemple, ils ne font plus usage des violences verbales. Tout cela va continuer. Il y a eu une sorte de contrat social et les jeunes ont signé des engagements qu'ils vont continuer à honorer.

Ivyiza bica bibaho umuntu yamaze kuba imboneza aguma ari imboneza ni ukuvuga inyigisho yaronse zimugumamwo zikamufasha no gutunganiriza abandi. Ikindi kandi nk'ubu vyoshika mukagenda nka twebwe imboneza tuzogumana vision yo kwiteza imbere hamwe muzozza musanga twamye ivyamwa vyiza. De la part d'un jeune participant au focus groupe en commune NYANZA LAC

Ce qui est de bon c'est que quand une personne est déjà leader elle le reste c'est-à-dire que les acquis des formations reçues l'aident à réconcilier les gens. Autre chose c'est que même après votre départ nous les leaders nous garderons la vision de nous développer de façon qu'à votre retour vous trouverez que nous avons produits de bons fruits, de la part d'un jeune participant au focus en commune Nyanza Lac

Voici quelques témoignages à ce propos qui ont été recueillis lors de l'enquête.

« umugambi watanze inyigisho ku rwaruka. Rero izo nyigisho twovuga ko zizobandanya zibamurikira uko bifata muri communauté zibungabunge ikibano ciza. La cohésion sociale iribonekeza kandi ni fruit y'uwo mugambi wunganiye n'iyindi yakozwe »

Ce qui veut dire :

« Les jeunes ont été sensibilisés sur la bonne cohabitation ce qui continuera à impacter positivement leur comportement dans la communauté. La cohésion sociale consolidée est déjà là et c'est le résultat des interventions de ce projet qui a été réalisé en complément d'autres projets antérieurs. »

Ce sont les propos du CTAS en commune KAYANZA.

C'est le même avis pour un représentant d'un parti politique en commune BUGANDA :

« Ndaye ibikorwa vya « les jeunes les plus dynamiques » ivyo bakora ntibizohagarara kuko ndabona ko ari imboneza biri mu maraso, ntibazohagarika ngo ni uko umugambi uhagaze Mediation bakora zizobandanya kuko barafise vision bihaye kubw'uyo mugambi »

Ce qui veut dire :

« Si je considère les initiatives des jeunes les plus dynamiques, elles ne pourront pas s'arrêter avec la fin du projet car ils s'en approprient comme de vraies leaders. »

Aussi, les personnes rencontrées affirment que les jeunes se retrouvent dans les organes de décision au niveau communautaire grâce aux interventions de ce projet. Ceux qui n'ont pas eu la chance d'être élus continueront à chercher à se faire élire et ceux qui ont été élus continueront à assumer leurs responsabilités dans l'intérêt de la communauté.

C'est l'idée exprimée par beaucoup de personnes enquêtées dont le président du conseil communal des jeunes et le responsable des scouts en commune NYANZALAC :

« Umugambi udusigaranye urwaruka rw'imboneza zizoguma zikora zikwiragiza ivyamwa vy'inyigisho zaronse haba mu gusahiriza ivyo kuja mu nzego canke kwirinda impari za politike »

Ce qui veut dire :

« Ce projet nous laisse des jeunes leaders qui continueront à œuvrer pour restituer les acquis des formations reçues que ça soit à propos de la participation à la gouvernance locale et à la prise de décision ou à propos de la prévention des violences liées à l'intolérance politique. »

Ce sont des propos du président du conseil communal des jeunes en commune NYANZALAC

« Ibijanye no guhurumbira kwitoza navyo urwaruka rwabonye ko bishoboka bazobandanya baja mu mahiganwa y'amatora »

Ce qui veut dire :

« Les jeunes ont expérimenté leur capacité de se faire élire, ils continueront à poser leurs candidatures dans les prochaines élections. », propos du responsable des scouts en commune NYANZALAC.

Pour les personnes enquêtées comme le représentant d'un parti politique en zone KANYOSHA en Mairie de Bujumbura, les clubs de paix mis en place dans le cadre de ce projet vont continuer les activités et certains d'entre eux se sont transformés en des associations solidaires d'épargne et de crédit ou en coopératives ce qui contribue à l'autonomisation des jeunes qui, par la suite, n'écouteront plus ceux qui veulent les manipuler pour leurs propres intérêts.

« Clubs de paix ni cadre abantu bazobandanya bahuriramwo bakaguma bayaga mbere hariho abariko barazikoresha mu kuja muma association na coopératives zo kwiteza imbere »

Ce qui veut dire :

« Les clubs de paix constituent un cadre de rencontre et de dialogue et certains jeunes utilisent ce cadre pour se réunir en des associations de développement ou en des coopératives. »

S'exprimant au sujet des acquis du projet qui ne pourront pas continuer, les enquêtés constatent que rien ne pourra s'arrêter au regard de la base laissée par le projet.

« Vyose jewe mbona ata na kimwe kitazobandanya inyuma y'uko umugambi urangiye kuko umugambi wasize isemo administration canke abandi bakora ku bijanye na encadrement des jeunes bobandanirizako », propos du Président du comité de ciblage en commune GIHANGA.

Ce qui veut dire :

« Pour moi tout va continuer après le projet car le projet vient de laisser une bonne base à l'Administration ou les autres acteurs intervenant dans l'encadrement des jeunes. »

Le CTAS en commune Rugombo abonde dans le même sens :

« Jwe atari ivyitwazo nta vyo mbona bizosubira inyuma kuko umugambi waratanze isemo ihagije kandi mu ntwaro tuzokomeza gufata mu mugongo urwaruka kuko uyo mugambi waremuruye intwaro ibibazo vyinshi vyaterwa no kudahuza kw'urwaruka. »

Ce qui veut dire :

« Sauf des alibis nous n'avons pas à reculer par rapport aux acquis du projet. Il vient de donner une base à l'Administration qui continuera à appuyer les jeunes car ce projet a donné un véritable coup de main à l'Administration dans la création d'un environnement favorable à la réconciliation des jeunes »

Malgré ce caractère prononcé de durabilité des acquis du projet, certains enquêtés craignent que les activités dont la réalisation requiert des moyens financiers comme les ateliers et les échanges d'expériences puissent ne pas continuer.

IV.5.6. Les défis et les stratégies

Le premier défi est lié à la constitution du comité de ciblage. En effet au moment du ciblage des jeunes qui allaient participer au projet, le parti CNL² n'était pas encore officiellement agréé et l'administration ne les reconnaissait pas comme tels ; le projet a obtenu les jeunes dans les organisations de la société civile et les jeunes membres du parti CNL étaient là-dedans.

Le retard observé dans le décaissement d'une des tranches des fonds alloués à la mise en œuvre des activités a aussi constitué un défi. Le projet a alors priorisé certaines activités pour éviter l'interruption quoi que temporaire.

Un autre défi est lié à la crise sanitaire du COVID-19 qui a secoué et secoue encore l'humanité entière. L'adaptation à la pandémie du Corona Virus a fait qu'il y ait une extension sans couts de la période du projet, mais la mesure a déstabilisé les prévisions salariales de l'ASB qui a fait recours au volontariat des scouts impliqués dans la mise en œuvre du projet.

Certains jeunes déclarent que l'animation des ateliers de formation/sensibilisation aux chefs-lieux des communes a défavorisé les jeunes qui viennent des zones éloignées. Pour eux, il aurait été mieux de les organiser au niveau des zones.

Enfin, certains administratifs communaux considèrent qu'il faudrait revoir la manière d'inviter les participants aux activités, en avertissant par écrit l'autorité communale à l'avance faute de quoi il y a le risque que le déroulement des activités sur terrain se heurte à l'opposition des autorités administrative. Cela éviterait également les cas de népotisme ou favoritisme qui

² CNL : Conseil National de Libération

pourraient se manifester. Le représentant de l' ACORD rencontré lors de l'enquête indique qu'une recommandation dans ce sens a été donnée à ASB.

V. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

V.1. Conclusion

Le projet a utilisé une approche très réaliste en mettant en place des comités de ciblage composés par des personnes qui connaissaient très bien le contexte et les réalités des différentes communes. Cette approche a donné une grande crédibilité au projet auprès des jeunes et des autorités administratives, avant même sa mise en œuvre. Le projet a adopté une stratégie de management intégrant la programmation, l'exécution et le suivi et évaluations des activités. Cela a permis une mise en œuvre très coordonnée en proposant des rectificatifs adaptés en temps utile.

Tous les indicateurs du projet ont été atteints, ce qui prouve que le projet est venu répondre aux besoins réels identifiés dans les communautés.

Le projet était pertinent, il a été efficace et efficient. Les différentes stratégies adoptées dans la mise en œuvre du projet vont permettre d'assurer sa durabilité. Il s'agit notamment de la stratégie de mettre en place les clubs de paix et d'avoir des comités de ciblage locaux qui assurent en même temps le suivi du fonctionnement des clubs de paix. Les clubs sont organisés et structurés de façon à se transformer en structures pérennes comme les coopératives d'épargne et de crédit par exemple. C'est donc une stratégie de durabilité.

Tutarahabwa inyigisho za ACORD BURUNDI urwaruka rwari rwishwe nokutamenya, barahindutse cane, n'amatati yaragabanutse. Ubu urwaruka rurakorana neza mubutandukane bwabo. Bahora batukana kumabarabara, ntakwubahana kwari kuhari, aba jeunes bari bishwe nibiyayura mutwe. Ubu barajijuwe, amarigara yarahagaze, ubu amahoro yaraje kweri, Nico nobivugako murakoze.

Avant les formations dispensées par ACORD BURUNDI, les jeunes étaient victimes de l'ignorance. Ils ont beaucoup changé et même les conflits ont diminué. Actuellement les jeunes collaborent dans leurs diversités. Ils se lançaient publiquement des injures, ils étaient sans respect mutuel, ils consommaient des stupéfiants. Maintenant ils sont sensibilisés, plus de « ligala » maintenant c'est la paix totale, si je peux ainsi dire

Tous les indicateurs du projet ont été atteints et son impact est clairement exprimé sur le terrain.

V.2. Recommandations

A ACORD BURUNDI et ASB :

- Prévoir un appui financier pour les jeunes en associations de développement ou regroupés en des coopératives formées à partir des clubs de paix par des microcrédits sans intérêt. C'est une manière plus ou moins certaine de pérenniser et de renforcer les acquis du projet. Des recyclages pourraient être organisés au sein de ces coopératives pour les jeunes leaders formés. En outre, l'équipement des clubs devraient avoir en son sein un matériel sportif pour la facilitation de l'organisation des rencontres sportives.
- Au regard de l'impact du projet dans les communes d'intervention par rapport au changement de comportement des jeunes, l'extension de la zone d'intervention et le financement des échanges d'expérience entre les communes ou les provinces contribuerait à la capitalisation des acquis du projet sur toute l'étendue du territoire national. La traduction en Kirundi des thèmes de formation/sensibilisation améliorerait l'assimilation de la matière. En outre, les formations devraient être adaptées aux besoins des jeunes exprimés dans les PCDC des communes pour inciter les jeunes à faire le suivi de la mise en œuvre de ces besoins. Enfin les équipes des animateurs de terrain devraient être équipées en outil de travail notamment les ordinateurs pour produire les rapports et les moyens de déplacements (motos ou vélos) parce que les distances à parcourir sont grandes.
- Vu la prépondérance des conflits fonciers, les jeunes devraient être formés en Entrepreneuriat et accompagnés dans leurs projets. Plus spécifiquement des formations sur le droit foncier et autres textes de lois y relatifs les aideraient à s'impliquer positivement dans la résolution de ce genre de conflits.
- Accompagner les jeunes élus dans les instances de prise de décision par des coachings sur l'importance de la prise en compte des besoins des jeunes dans les PCDC afin de les aider à défendre réellement les intérêts des jeunes. En plus, une stratégie d'augmenter davantage la participation des jeunes femmes dans les instances de prise de décision, puisque leur taux reste encore faible par rapport aux jeunes hommes.

Au Gouvernement et à l'administration communale :

- Veiller à ce que les organisations politiques intègrent les représentants des jeunes dans les organes de prise de décision et mettent sur les listes bloquées les représentants des jeunes.
- Vulgariser la Constitution et autres textes de lois qui visent la prévention de certains conflits notamment la loi sur les VBG
- Aider les jeunes à se coaliser pour demander aux décideurs de tenir compte de leurs besoins. Pour cela, il faudrait créer un cadre commun de revendication des droits, des fora de rencontre, ...

- Les clubs de paix devraient fonctionner dans un cadre légal comme des associations. Pour ce faire, il devrait y avoir implication des communes pour que ces clubs puissent avoir de documents qui scellent leur engagement.
- Les décideurs politiques devraient accorder des facilités aux jeunes qui désirent participer activement dans la gouvernance et dans les instances de prise de décision concernant leurs communautés. Pour ce faire, des réunions entre les autorités administratives, les dirigeants des partis politiques et les représentants des jeunes devraient être organisées pour arrêter des actions à mener dans ce sens (définir les quotas des jeunes dans les instances de prise de décision, définir la place des jeunes sur les listes électorales...)

V3. Léçons apprises ?

- Bien que le projet n'ait pas prévu d'organiser des activités économiques à travers les clubs de paix, il a été constaté que les clubs de paix qui ont ajouté cet aspect, avaient plus de chances d'être durables. L'organisation des clubs de paix pour la prévention et la gestion pacifique des conflits a l'intérêt d'ajouter un aspect économique pour garantir la pérennité.
- Les formations et les sensibilisations des jeunes sur leur participation dans les instances de prise de décision ont abouti sur un changement remarquable au niveau des jeunes qui ont été élus dans les conseils communaux et collinaires.
- La participation des jeunes femmes dans les instances de prise de décision au niveau local (colline et commune) est une réalité dans les zones du projet, ce qui n'était pas le cas avant le projet.
- Les services techniques du Gouvernement au niveau local, comme le CDFC offrent un cadre favorable dans la mise en œuvre des activités de prévention et de gestion des conflits.

Bibliographie

ACORD (2015). Plan stratégique de l'ACORD Burundi 2016-2020, Bujumbura.

Bott E., (1957) *Family and social network*, 2^{ème} édition, 1971, New-York, The Free Press.

Call et Cousens (2008). *Ending Wars and Building Peace: International Responses to War-Torn Societies*.

Durkheim, E. *De la division du travail social*, t. Livre II et III, Paris, Presses universitaires de France, coll. « Bibliothèque de philosophie contemporaine », 1893, 416 p. 8^e réédition en 1967.

Ferréol J. (2011) . *Dictionnaire de Sociologie*. Paris : Armand Colin .

Hermet G. et al (2005). *Dictionnaire de la Sciences Politique et des institutions politiques*. Paris-Arman Colin

Janson J. (1998). *Les Contours de la Cohésion Sociale*. Ottawa : Renouf Publishing Co. Ltd.

Ministère de la Solidarité Nationale, des Droits de la Personne Humaine et du Genre. (2012). *Politique Nationale genre du Burundi 2012-2025*.

Pecqueur B. (2000). *Le développement Local*. Syros, Alternatives économiques.

UNESCO (1999). *Culture of Peace, A Declaration on a Culture of Peace*. A/53/243 Fifty-Third Session, Agenda Item 31 ;